



**PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°64-2024-072

PUBLIÉ LE 20 MARS 2024

# Sommaire

## **ARS Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques / Agence Régionale de Santé des Pyrénées-Atlantiques - Pôle Santé Publique et environnementale**

64-2024-03-18-00003 - Arrêté de l'insalubrité d'un logement situé au rez-de-chaussée d'un immeuble sis 26, rue Louis Daran à Jurançon 64110 (parcelle cadastrée AD n°75) (10 pages)

Page 4

## **Direction Départementale de la Protection des Populations des Pyrénées-Atlantiques / Direction Départementale de la Protection de la Population - Santé protection animale et environnement**

64-2024-03-14-00005 - Arrêté préfectoral n° DDPP64/SPA/2024-0080 du 14 mars 2024 fixant la rémunération des vétérinaires sanitaires chargés de l'exécution des opérations de prophylaxie obligatoire dans le département des Pyrénées-Atlantiques (3 pages)

Page 15

## **Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Atlantiques / Direction Départementale des Territoires et de la Mer - DML Administration de la Mer**

64-2024-03-19-00001 - AOT SAS BELLOTA FILMS 2024 (8 pages)

Page 19

64-2024-03-15-00001 - Autorisation circuler SJL RENE LAPORTE 2024-2 signée (4 pages)

Page 28

64-2024-03-18-00006 - Autorisation circuler sur les plages NEORESEAUX 2024 (4 pages)

Page 33

64-2024-03-18-00005 - Autorisation de circuler RENE LAPORTE 2024-Ville (4 pages)

Page 38

64-2024-03-18-00004 - Avenant AOT GRAND ANGLE PRODUCTIONS 2024 (2 pages)

Page 43

## **Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Atlantiques / Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Service Environnement**

64-2024-03-15-00002 - Arrêté préfectoral portant autorisation d'accès aux propriétés privées dans le cadre de la réalisation d'inventaires et de suivis du patrimoine naturel (6 pages)

Page 46

## **Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale / Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale - Secrétariat de Direction**

64-2024-03-13-00005 - Arrêté carte scolaire mars 2024 (6 pages)

Page 53

## **Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement / Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Unité Départementale des Pyrénées-Atlantiques**

64-2024-03-11-00003 - Arrêté portant autorisation de travaux en site classé sur la commune d'Arcangues (2 pages)

Page 60

64-2024-03-11-00002 - Arrêté portant autorisation de travaux en site classé sur la commune de Saint-Jean-de-Luz (2 pages)

Page 63

**Direction Régionale des douanes de Bayonne /**

64-2024-03-18-00001 - 2024 2 du 15/03/2024 Décision de subdélégation (60 pages)

Page 66

**Sous-Préfecture de Bayonne /**

64-2024-03-13-00004 - Habilitation Hitzak Harrian - Aroue Ithorots - Olhaiby (1 page)

Page 127

ARS Délégation Départementale des  
Pyrénées-Atlantiques

64-2024-03-18-00003

Arrêté de l'insalubrité d'un logement situé au  
rez-de-chaussée d'un immeuble sis 26, rue Louis  
Daran à Jurançon 64110 (parcelle cadastrée AD  
n°75)



**Arrêté n°**

**De traitement de l'insalubrité d'un logement situé au rez-de-chaussée d'un immeuble sis 26, rue Louis Daran à Jurançon 64110 (parcelle cadastrée AD n°75).**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 511-1 à L. 511-18, L. 511-22, L. 521-1 à L. 521-4, L.541-1 et suivants et R. 511-1 et suivants ;
- Vu** le code de la santé publique et notamment l'article L.1331-22 et L.1331-23 ;
- Vu** les articles 2384-1 à 2384-4 du code civil ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental des Pyrénées-Atlantiques ;
- Vu** le décret n° 2023-695 du 29 juillet 2023 portant règles sanitaires d'hygiène et de salubrité des locaux d'habitation et assimilé ;
- Vu** le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;
- Vu** le courrier adressé le 7 novembre 2023 à Mme Françoise SIGONNEAU domiciliés au 63, rue Principale à Poey de Lescar (64230), propriétaire bailleuse du logement situé au rez-de-chaussée d'un immeuble sis 26, rue Louis Daran à Jurançon (64110), parcelle cadastrée AD n° 75, l'informant des désordres sanitaires concernant ce bien, de l'engagement d'une procédure administrative et les invitant à une visite le 28 novembre 2023 ;
- Vu** la visite de ce logement réalisée le mardi 28 novembre 2023 par M. RITOURET, agent assermenté et habilité de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, de Mme Emmanuelle BRIHAYE et Mme Sandrine HONTANX de la direction départementale des territoires et de la mer, en présence de Mme Françoise SIGONNEAU, propriétaire bailleuse et de M. Felix PISU, locataire et constatant l'insalubrité du logement situé au rez-de-chaussée d'un immeuble sis 26, rue Louis Daran à Jurançon (64110), parcelle cadastrée AD n° 75 ;
- Vu** le rapport établi le 29 janvier 2024 par le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine, constatant l'insalubrité d'un logement ;
- Vu** le courrier recommandé du 29 janvier 2024 lançant la procédure contradictoire adressé à l'indivision RICARDE-SIGONNEAU, indiquant les motifs qui ont conduit à mettre en œuvre la procédure de traitement de l'insalubrité et leur ayant demandé leurs observations dans un délai d'un mois ;
- Vu** l'absence de réponse et vu la persistance de désordres mettant en cause la santé ou la sécurité physique de l'occupant ;

**Considérant** le rapport de l'agence régionale de santé constatant que ce logement constitue un danger pour la santé et la sécurité physique de l'occupante compte tenu des désordres suivants :

- Présence d'humidité et de moisissures (article 35 du règlement sanitaire départemental (RSD) des Pyrénées-Atlantiques),
- Dispositif de ventilations non réglementaire (articles 31.1, 31.2, 40.1 et 53.8 du RSD des Pyrénées-Atlantiques et arrêté ministériel du 24 mars 1982 modifié relatif à l'aération des logements),
- Des revêtements intérieurs dégradés,
- Surface ouvrante et éclairante insuffisante,
- Installation électrique dangereuse (article 51 du RSD des Pyrénées Atlantiques).

**Considérant** que cette situation d'insalubrité au sens de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique est susceptible d'engendrer les risques sanitaires suivants : atteinte à la santé mentale (stress, confinement, absence de confort...), risques de survenue ou d'aggravation de pathologies notamment maladies pulmonaires, asthmes et allergies (humidité, moisissures, absence de ventilation...), risques d'électrocution ;

**Considérant** dès lors, qu'il y a lieu d'ordonner les mesures pour faire cesser ce danger dans un délai fixé ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

## A R R Ê T E

### **Article premier : Décision**

Le logement situé dans un corps de ferme sis Quartier Eslayou à Lescar (64230), appartenant à :

- Madame Françoise Pierrette Mireille SIGONNEAU, née le 21 avril 1953 à Jurançon et demeurant 63, rue Principale à Poey de Lescar (64230), en tant qu'usufruitière,
- Monsieur Jean Léon André RICARDE, né le 5 août 1948 et demeurant 8, boulevard Barbanègre à Pau (64000), en tant qu'usufruitier,
- Madame Laetitia Maryvonne Thérèse SIGONNEAU épouse CHAUVET, née le 1<sup>er</sup> février 1984 et demeurant 30, allée Victor Capoul à Colomiers (31770), en tant que nu-proprétaire,
- Madame Magali Odile Christine RICARDE épouse LALANNE, née le 12 décembre 1969 et demeurant 15, chemin de la Campagnotte à Siros (64230), en tant que nu-proprétaire,
- Monsieur Sébastien Franck RICARDE né le 16 septembre 1974 et demeurant 15, rue Jean Jacques Monaix à Pau (64000), en tant qu'usufruitier,

est déclaré insalubre avec possibilité d'y remédier. Ce bien est cadastré parcelle AD n° 75.

Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartient aux propriétaires susvisés de réaliser, selon les règles de l'art, les mesures ci-après dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Rechercher les causes d'humidité et y remédier,
- Traiter les moisissures selon les recommandations du conseil supérieur d'hygiène publique de France de septembre 2006,
- Faire procéder à la vérification de l'installation électrique par un électricien qualifié,
- Faire réaliser, si nécessaire, des travaux de mise en sécurité par un électricien professionnel,

- Faire certifier, par un organisme indépendant (entreprise qualifiée Qualifélec ou Consuel ou un bureau d'études), que les travaux ont permis de mettre en sécurité l'installation électrique et transmettre à la DD64 de l'ARS NA et à la DDTM l'attestation produite\*,
- Prendre toutes dispositions pour que le dispositif de ventilations soit réglementaire\*,
- Remettre en état les revêtements intérieurs dégradés,
- Prendre toutes dispositions pour que la surface ouvrante et éclairante soit suffisante.

Ainsi que tous les travaux annexes strictement nécessaires, à titre de complément direct des travaux prescrits ci-dessus et sans lesquels ces derniers demeureraient inefficaces.

\* Pour les travaux faisant l'objet d'un astérisque (\*), un document d'un professionnel en activité ou d'un organisme de contrôle, attestant de leur réalisation dans les règles de l'art, sera adressé à la délégation départementale des Pyrénées-Atlantiques de l'ARS Nouvelle-Aquitaine (attestation, certificat de conformité, facture détaillée...).

## **Article 2 : Droit des occupants**

Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés et du danger encouru par l'occupant, le logement est interdit temporairement à l'habitation et à toute utilisation dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à la mainlevée de l'arrêté de traitement de l'insalubrité.

Les personnes mentionnées à l'article 1 sont tenus d'assurer l'hébergement de l'occupant en application des articles L.521-1 et L. 521-3-1 du code de la construction et de l'habitation. Elles doivent également avoir informé les services du préfet de l'offre d'hébergement qu'elles ont faite à l'occupant, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le loyer du logement ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû à compter du premier jour du mois suivant la notification du présent arrêté conformément aux dispositions de l'article L. 521-2 du code de la construction et de l'habitation, reproduites ci-après en annexe.

À défaut, pour les personnes concernées, d'avoir assuré l'hébergement temporaire de l'occupant, celui-ci sera effectué par l'autorité publique, aux frais des propriétaires en application de l'article L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

## **Article 3 : Protection des occupants**

Les personnes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> sont tenues de respecter la protection de l'occupant dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe 1.

## **Article 4 : Travaux d'office et astreinte**

Faute pour les personnes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> d'avoir réalisé les travaux prescrits au même article, il y sera procédé d'office à leurs frais, ou à ceux de leurs ayants droit, dans les conditions précisées à l'article L. 511-16 du code de la construction et de l'habitation.

La non-exécution des réparations, travaux et mesures prescrits par le présent arrêté dans les délais fixés expose les personnes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> au paiement d'une astreinte financière calculée en fonction du nombre de jours de retard, dans les conditions prévues à l'article L. 511-15 du code de la construction et de l'habitation.

## **Article 5 : Mainlevée**

La mainlevée du présent arrêté de traitement d'insalubrité et de l'interdiction d'habiter ne pourra être prononcée qu'après constatation, par les agents compétents, de la réalisation des mesures prescrites.

Les personnes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> tiennent à la disposition de l'administration tous justificatifs attestant de la bonne réalisation des travaux.

#### **Article 6 : Publication - hypothèques**

Le présent arrêté sera publié au service de publicité foncière dont dépend l'immeuble, aux frais des propriétaires figurant à l'article 1<sup>er</sup>.

Il sera transmis au maire de Jurançon, à la procureure de la République, à la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées, au conseil départemental, à la direction départementale des territoires et de la mer, à la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités, au colonel commandant le groupement de gendarmerie du département, à la direction départementale des finances publiques, à la délégation départementale de l'agence nationale de l'habitat, à l'agence départementale d'information sur le logement, à la caisse d'allocations familiales, à la mutualité sociale agricole et à la chambre interdépartementale des notaires.

#### **Article 7 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ainsi qu'à l'occupant du logement concerné. Il sera affiché à la mairie de Jurançon.

#### **Article 8: Sanctions pénales**

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découle est passible des sanctions pénales prévues par l'article L. 511-22 du code de la construction et de l'habitation.

Les mesures prescrites sont, en tout état de cause, exécutées avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location, sous peine des sanctions prévues à cet article L. 511-22.

Le non-respect des dispositions protectrices des occupants, prévues par les articles L. 521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation est également passible de poursuites pénales dans les conditions prévues par l'article L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation.

#### **Article 9 : Recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Atlantiques, soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé – EA2 - 14, avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication pour les tiers. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de PAU (Villa Noulibos - BP 543 64000 PAU) ou via l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

#### **Article 10 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, la directrice de la délégation départementale de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires et de la mer, la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du département, les officiers et agents de police judiciaire et le maire de Jurançon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans les Pyrénées-Atlantiques.

Pau, le **18 MARS 2024**

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

4 / 10

Martin LESAGE

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques  
2, rue du Maréchal Joffre – 64 021 PAU CEDEX  
Tél. (standard) : 05 59 98 24 24  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)



## ANNEXE 1 : Droits des occupants

### EXTRAIT DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

#### Article L 521-1

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1.

-lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 184-1.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

#### Article L 521-2

I.- Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet de mesures décidées en application de l'article L. 184-1, à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mesure de police. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité pris en application de l'article L. 511-11 ou de l'article L. 511-19, sauf dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique ou lorsque la mesure est prise à l'encontre de la personne qui a l'usage des locaux ou installations, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II.- Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des [dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil](#).

III.- Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques  
2, rue du Maréchal Joffre – 64 021 PAU CEDEX  
Tél. (standard) : 05 59 98 24 24  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de [l'article L. 521-3-2](#).

Les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article [L. 521-3-1](#) sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés de ce fait.

### **Article L 521-3-1**

I.- Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que les travaux prescrits le rendent temporairement inhabitable, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à [l'article L. 521-3-2](#). Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'un arrêté de traitement de l'insalubrité pris au titre du 4° de l'article L. 511-2 du présent code est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au représentant de l'Etat dans le département dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II.- Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter ou lorsqu'est prescrite la cessation de la mise à disposition à des fins d'habitation des locaux mentionnés à l'article L. 1331-23 du code de la santé publique, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de [l'article 1724](#) du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

### **Article L 521-3-2**

I.- Lorsque des prescriptions édictées en application de l'article L. 184-1 sont accompagnées d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire ou, le cas échéant, le président de l'établissement public de coopération intercommunale prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

Lorsque l'arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité mentionné à l'article L. 511-11 ou à l'article L. 511-19 comporte une interdiction définitive ou temporaire d'habiter ou que les travaux prescrits rendent temporairement le logement inhabitable, et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants,

l'autorité compétente prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

## II.- (Abrogé)

III.- Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par [l'article L. 303-1](#) ou dans une opération d'aménagement au sens de [l'article L. 300-1](#) du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV.- Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V.- Si la commune ou, le cas échéant, l'établissement public de coopération intercommunale assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI.- La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou, le cas échéant, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

VII.- Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

### Article L 521-3-3

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du II de l'article L. 521-3-2, le représentant de l'Etat dans le département peut user des prérogatives qu'il tient de [l'article L. 441-2-3](#).

Les attributions de logements, en application de l'alinéa précédent, sont prononcées en tenant compte des engagements de l'accord intercommunal ou départemental prévu respectivement aux [articles L. 441-1-1 et L. 441-1-2](#).

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du I ou, le cas échéant, des III ou V de [l'article L. 521-3-2](#), le maire peut désigner ces personnes à un organisme bailleur aux fins qu'il les loge et, en cas de refus du bailleur, procéder à l'attribution d'un logement. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de la commune.

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants en application du I ou, le cas échéant, des III ou V de l'article L. 521-3-2, le président de l'établissement public de coopération intercommunale concerné peut procéder dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le représentant de l'Etat dans le département ou le maire ou, le cas échéant, le président de l'établissement public de coopération intercommunale sont réputés avoir satisfait à l'obligation de relogement s'ils ont proposé aux personnes concernées qui, faute d'offre de relogement, occupent des locaux au-delà de la date de prise d'effet de l'interdiction définitive d'habiter, un accueil dans une structure d'hébergement, un établissement ou un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, à titre temporaire dans l'attente d'un relogement définitif.

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques  
2, rue du Maréchal Joffre – 64 021 PAU CEDEX  
Tél. (standard) : 05 59 98 24 24  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

#### **Article L 521-3-4**

Dans les cas prévus à [l'article L. 521-1](#) et aux fins de faciliter l'hébergement des occupants par les propriétaires ou exploitants qui y sont tenus ou, en cas de défaillance de ceux-ci, par les autorités publiques compétentes, tout bailleur ou toute structure d'hébergement, nonobstant toute stipulation contraire, peut conclure avec toute personne, publique ou privée, la convention nécessaire à la mise à disposition de locaux ou logements, à titre d'occupation précaire.

La durée de cette convention d'occupation précaire est limitée et prend fin au plus tard au terme du mois suivant celui de la notification de l'arrêté de mainlevée de la mesure de police qui a justifié l'hébergement ou du constat par l'autorité compétente de la réalisation des mesures prescrites.

Les occupants ayant bénéficié de l'hébergement dans les conditions ci-dessus ne peuvent se prévaloir d'aucun droit au maintien dans les lieux ou à la reconduction de la convention.

En cas de refus de l'occupant hébergé de quitter les lieux à l'échéance de la convention d'occupation précaire et faute pour la personne débitrice de l'obligation d'hébergement d'avoir engagé une action aux fins d'expulsion, le représentant de l'Etat dans le département ou le maire ou, le cas échéant, le président de l'établissement public de coopération intercommunale, selon le cas, peut exercer cette action aux frais du propriétaire ou de l'exploitant tenu à l'obligation d'hébergement.

### **ANNEXE 2 : Sanctions**

#### **Article L 521-4**

I. - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 euros le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;
- de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III. - Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code.

La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.

## Article L 511-22

I.- Est puni d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 50 000 € le refus délibéré et sans motif légitime d'exécuter les travaux et mesures prescrits en application du présent chapitre.

II.- Est puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 75 000 € le fait de ne pas déférer à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-23 du code de la santé publique concernant des locaux mis à disposition aux fins d'habitation dans des conditions qui conduisent manifestement à leur sur-occupation.

III.- Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 € :

1° Le fait de dégrader, détériorer, détruire des locaux ou de les rendre impropres à l'habitation de quelque façon que ce soit dans le but d'en faire partir les occupants lorsque ces locaux sont visés par un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité ;

2° Le fait, de mauvaise foi, de ne pas respecter une interdiction d'habiter ou d'accéder aux lieux prise en application du présent chapitre.

IV.- Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou de l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction. Lorsque les biens immeubles qui appartenaient à la personne condamnée au moment de la commission de l'infraction ont fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique, le montant de la confiscation en valeur prévue au neuvième alinéa de l'article 131-21 du code pénal est égal à celui de l'indemnité d'expropriation ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales ;

3° L'interdiction pour une durée de dix ans au plus d'acheter un bien immobilier à usage d'habitation ou un fonds de commerce d'un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement ou d'être usufruitier d'un tel bien ou fonds de commerce. Cette interdiction porte sur l'acquisition ou l'usufruit d'un bien ou d'un fonds de commerce soit à titre personnel, soit en tant qu'associé ou mandataire social de la société civile immobilière ou en nom collectif se portant acquéreur ou usufruitier, soit sous forme de parts immobilières. Cette interdiction ne porte toutefois pas sur l'acquisition ou l'usufruit d'un bien immobilier à usage d'habitation à des fins d'occupation à titre personnel.

Le prononcé des peines complémentaires mentionnées aux 1° et 3° du présent IV est obligatoire à l'encontre de toute personne coupable d'une infraction prévue au présent article. Toutefois, la juridiction peut, par une décision spécialement motivée, décider de ne pas prononcer ces peines, en considération des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur.

V.- Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues à l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code.

Elles encourent également la peine complémentaire d'interdiction, pour une durée de dix ans au plus, d'acheter ou d'être usufruitier d'un bien immobilier à usage

d'habitation ou d'un fonds de commerce d'un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement.

La confiscation mentionnée au 8° du même article 131-39 porte sur le fonds de commerce ou l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

Le prononcé de la peine de confiscation mentionnée au même 8° et de la peine d'interdiction d'acheter ou d'être usufruitier mentionnée au deuxième alinéa du présent V est obligatoire à l'encontre de toute personne coupable d'une infraction prévue au présent article. Toutefois, la juridiction peut, par une décision spécialement motivée, décider de ne pas prononcer ces peines, en considération des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur.

Lorsque les biens immeubles qui appartenaient à la personne condamnée au moment de la commission de l'infraction ont fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique, le montant de la confiscation en valeur prévue au neuvième alinéa de l'article 131-21 du code pénal est égal à celui de l'indemnité d'expropriation.

VI.- Lorsque les poursuites sont engagées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.

Direction Départementale de la Protection des  
Populations des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-03-14-00005

Arrêté préfectoral n° DDPP64/SPAÉ/2024-0080  
du 14 mars 2024 fixant la rémunération des  
vétérinaires sanitaires chargés de l'exécution des  
opérations de prophylaxie obligatoire dans le  
département des Pyrénées-Atlantiques



**Arrêté préfectoral n° DDPP64/SPAE/2024-0080**

**fixant la rémunération des vétérinaires sanitaires chargés de l'exécution des opérations de prophylaxie obligatoire dans le département des Pyrénées-Atlantiques**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**

**Chevalier de la Légion d'honneur**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code Rural et de la Pêche Maritime, notamment les articles L. 201-1, L. 201-2, L.201-4, L.201-8 à L.201-10, L.203-1, L.203-4 à L.203-7, L.221-1, L.223-4, L.241-16, D.201-1 à R.201-5, R.203-14, D.221-1 à D.221-2, R.224-3 à R.224-4 et R.224-13 ;

**VU** l'arrêté du 27 juin 2017 établissant la liste des interventions relatives à des mesures de surveillance ou de prévention obligatoires mentionnées à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 5 octobre 2022 de Monsieur le Président de la République nommant M. Julien CHARLES, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

**CONSIDÉRANT** que la réunion bipartite de fixation des tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires tenue le 29 septembre 2023 entre les représentants des éleveurs et les représentants des vétérinaires ainsi que les échanges ultérieurs entre les parties, n'ont pas donné lieu à un accord ;

**CONSIDÉRANT** les entretiens entre la DDPP et d'une part les représentants des vétérinaires en date du 9 janvier 2024 et, d'autre part les représentants des éleveurs en date du 12 janvier 2024 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en l'absence d'accord entre les parties concernées, il revient à l'autorité administrative compétente, en l'occurrence le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, de fixer les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires pour les opérations de prophylaxie obligatoire ;

**ARRÊTE**

**Article premier :**

Les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective des animaux des espèces bovine (campagne 2023-2024), ovine-caprine (campagne 2023-2024) et porcine (campagne 2024), sont fixés, pour le département des Pyrénées-Atlantiques, conformément aux tarifs indiqués en annexe du présent arrêté.



## **Article 2 : Délais et voies de recours**

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification :

- soit par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, ou par recours hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être déférée au tribunal administratif compétent dans les deux mois suivants,
- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif compétent par courrier ou par l'application informatique « Télérecours » accessible, sur le site « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Ces voies de recours ne suspendant pas l'application de la présente décision.

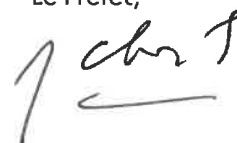
## **Article 3 : Mesures d'exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le Directeur départemental de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques et les vétérinaires sanitaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Pau, le

14 MARS 2024

Le Préfet,



**Rémunération des vétérinaires sanitaires chargés de l'exécution  
des opérations de prophylaxies bovines, ovines-caprines et porcines  
Département des Pyrénées-Atlantiques - Campagnes 2023-2024 / 2024**

BOVINÉS 2023-2024	INTERVENTIONS	Euros (H.T.)	Remarques
	<b>VISITES DE PROPHYLAXIES</b>		
	1) Visite de dépistage sérologique et/ou allergique :		
	- vacation	21 €	
	- vacation supplémentaire si animaux < 24 mois	13 €	
	- déplacement	17 €	
	2) Visite de contrôle des réactions allergiques	17 €	Déplacement inclus
	<b>ACTES</b>		
	3) Prélèvement de sang animaux > 24 mois	2,40 €	
	3) Prélèvement de sang animaux < 24 mois	3,10 €	
4) Intradermotuberculation simple (IDS)	2,20 €		
5) Intradermotuberculation comparative (IDC)	7,25 €	État : 6,15 € HT / IDC, fourniture tuberculines	
<b>VISITES D'INTRODUCTION</b>			
6) Avec prélèvement sérologique	40,40 € + 2,40 € / bovin suppl	Pas de Participation de l'État	
7) Avec IDS d'achat	57,20 € + 2,20 € / bovin suppl		
8) Avec IDC d'achat	62,25 € + 7,25 € / bovin suppl		
9) Avec prélèvement sérologique + IDS d'achat	59,60 € + 4,60 € / bovin suppl		
10) Avec prélèvement sérologique + IDC d'achat	64,65 € + 9,65 € / bovin suppl		
<b>VISITES DE MAINTIEN DE DÉROGATION</b>			
11) Visite de conformité d'un cheptel d'engraissement dérogatoire (visite de maintien)	44,65 €		
OVINS- CAPRINS 2023-2024	INTERVENTIONS	Euros (H.T.)	Remarques
	1) Visite + prises de sang (forfait 30 animaux)	62,80 €	
	2) Prise de sang (animal supplémentaire)	1,18 €	
	3) Prélèvement de lait (l'unité)	0,90 €	
PORCINS 2024	INTERVENTIONS	Euros (H.T.)	Remarques
	1) Vacation (visite + gestion administrative)		En cas de mauvaise contention, le vétérinaire peut facturer à l'éleveur un forfait de 3 IO (valeur 2024)
	- élevage de sangliers	83,15 €	
	- élevage de porcs plein air	49,89 €	
	- élevage de porcs en bâtiment	41,58 €	
2) Prise de sang ou buvard (par animal) 1 seul acte par animal (pour recherche MA <sup>et/ou</sup> SDRP)	3,33 €		

Les tarifs des visites comprennent :

- la préparation et l'organisation de la visite
- l'explication au détenteur des animaux du contexte et des objectifs de la visite
- la rédaction et la transmission des rapports et compte-rendus

Les tuberculines bovine et aviaire sont prises en charge par l'État.

L'État participe à la réalisation des IDC de prophylaxies à hauteur de 6,15 € HT/IDC.

Les consommables nécessaires à la prise de sang (tubes, aiguilles) sont fournis par le GDS pour ses adhérents.

Le LPL collecte les prélèvements dans les cabinets vétérinaires.

Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-03-19-00001

AOT SAS BELLOTA FILMS 2024



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Administration de la mer**

**Arrêté n°  
portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Commune de Hendaye  
Pétitionnaire : SAS BELLOTA FILMS

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le code du domaine de l'État ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, article L2215-4 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2023-07-12-00007, en date du 12 juillet 2023, donnant délégation de signature à M. Fabien MENU, directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la décision n° 64-2023-07-18-00001, en date du 18 juillet 2023, donnant subdélégation de signature administrative au sein de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la note, en date du 31 janvier 2023, du Commandant de la zone maritime Atlantique n°0-3104-2023/CECLANT/CZM/NP ;

**VU** la demande, en date du 15 mars 2024, de la société SAS BELLOTA FILMS représentée par Monsieur SAÏH Hind sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public maritime sur la plage des Deux Jumeaux de la commune de Hendaye dans le cadre du tournage d'un documentaire ;

**VU** l'avis, en date du 15 mars 2024, de M. le Directeur départemental des finances publiques des Pyrénées Atlantiques, fixant les conditions financières ;

**VU** l'avis, en date du 18 mars 2024, de la commune de Hendaye ;

**VU** l'avis, en date du 15 mars 2024, du Préfet Maritime de l'Atlantique ;

**SUR PROPOSITION** du Directeur départemental des territoires et de la mer ;

1/5

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet – 19 avenue de l'Adour – 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 – Fax : 05 59 63 08 57 – Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

# ARRÊTE

## **Article premier** : Autorisation

La société SAS BELLOTA FILMS représentée par Monsieur SAÏH Hind, située 14 rue du Moulin Joly, 75011 Paris, est autorisée à occuper une partie de la plage des Deux Jumeaux, à Hendaye dans le cadre du tournage d'un documentaire, conformément au plan annexé.

La zone de prise de vue occupe une surface sur le domaine public maritime de 4 m<sup>2</sup> environ pour l'installation de l'équipe technique nécessaire au tournage.

L'installation devra être modifiée ou déplacée par le permissionnaire à la première réquisition et indication de M. le Directeur départemental des territoires et de la mer, au cas où cette mesure serait nécessaire.

## **Article 2** : Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée entre le 28 et le 30 mars 2024 pour une demi-journée de tournage.

La veille du tournage, une information sera envoyée à la mairie.

L'autorisation cessera de plein droit, à cette échéance, si elle n'est pas renouvelée.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins deux (2) mois avant son échéance.

## **Article 3** : Conditions spéciales

Le permissionnaire fera son affaire personnelle de toutes les autorisations exigibles par ailleurs.

Le permissionnaire s'engage à supporter les frais de toutes modifications de ses installations résultant de l'exécution des travaux d'entretien ou d'aménagement ; il s'engage à supporter toutes conséquences de quelque nature que ce soit de ces travaux sans pouvoir mettre en cause l'État ni élever de ce chef aucune réclamation ou demander aucune indemnité sous quelques formes que ce soit.

## **Article 4** : Prescriptions du Commandant de la zone maritime Atlantique

Le littoral de la Manche Ouest et de l'Atlantique a fait l'objet de minages défensifs et de bombardements durant la seconde guerre mondiale. À ce titre, la problématique d'une possible pollution pyrotechnique du site doit être prise en compte.

Le site concerné par l'AOT qui n'est habituellement pas utilisé pour des activités militaires, pourra toujours l'être par les unités de la Marine nationale en mission de protection des personnes et des biens ou de défense du territoire.

## **Article 5** : Redevance

Le permissionnaire paiera d'avance une redevance unique de cent-cinquante euros (150 €), payable à réception du titre de perception auprès du comptable spécialisé du Domaine (CSDOM).

Le paiement se fera :

- par internet sur le site [www.payfip.gouv.fr](http://www.payfip.gouv.fr), par carte bancaire ou par prélèvement unique sur compte bancaire ;

- par chèque à envoyer à un centre d'encaissement ;

- par virement ou prélèvement bancaire. Les références bancaires du CSDOM figurent ci-après :

BDFEFRPPCCT (BIC) FR46 30001000 64R7 5500 0000 013 (IBAN)

Le virement devra comporter les références de la facture CSPE NN 26XXXXXXXXXX, afin d'en permettre la correcte imputation.

En cas de retard dans le paiement, la redevance échue porte intérêt de plein droit au taux annuel applicable en matière domaniale conformément à l'article L 2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et

2 / 5

quelle que soit la cause du retard.

#### **Article 6** : Entretien en bon état

L'installation visée dans la présente autorisation sera entretenue en bon état aux frais, risques et périls du permissionnaire, qui sera responsable de tous les dommages que cet ouvrage puisse entraîner, sur le site ou ailleurs, aux tiers ou au domaine public pour quelque motif que ce soit.

Les prescriptions supplémentaires suivantes doivent être respectées :

- les cailloux ne doivent pas être retournés ou déplacés. Ils servent d'abris ou de supports à de nombreuses espèces animales ou végétales;
- les ganivelles ne doivent pas être franchies. Les dunes constituent un écosystème fragile et protecteur contre la houle et l'avancée de l'eau;
- il convient de limiter le piétinement de la laisse de mer abritant une flore et une faune spécifiques et essentielles pour la formation des dunes et la lutte contre l'érosion;
- aucun déchet plastique et aucun dépôt de n'importe quelle nature que ce soit ne sont autorisés sur la plage. L'organisateur est tenu de mettre en place un dispositif approprié de collecte et de ramassage des déchets;
- l'utilisation d'un groupe électrogène est prohibé ;
- il est interdit d'allumer un feu.

#### **Article 7** : Modification de la destination des ouvrages

L'ouvrage visé par le présent arrêté ne pourra être affecté à une destination autre que celle pour laquelle il est autorisé.

Toute modification dans leur conception sera régulièrement déclarée et l'exécution des travaux conditionnée par l'obtention de l'autorisation correspondante.

#### **Article 8** : Précarité de l'autorisation

Le présent acte ne confère pas de droits réels.

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité, à la première réquisition de l'administration.

L'autorisation pourra être révoquée, soit à la demande de M. le Directeur départemental des finances publiques en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande de la Direction départementale des territoires et de la mer en cas d'inexécution des autres conditions, sans préjudice s'il y a lieu, de poursuites à exercer pour contravention de grande voirie.

L'autorisation est personnelle. Elle ne peut faire l'objet d'aucune cession ou transmission à titre gratuit ou onéreux.

#### **Article 9** : Remise en état des lieux

En cas de révocation de l'autorisation comme en cas de non-renouvellement de celle-ci à l'époque fixée de son expiration, le permissionnaire devra remettre les lieux dans leur état naturel dans le délai imparti par l'administration.

#### **Article 10** : Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 11** : Impôts

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra seul supporter la charge de tous les impôts - et notamment l'impôt foncier - auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature qui seraient

3 / 5

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet – 19 avenue de l'Adour – 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 – Fax : 05 59 63 08 57 – Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

exploitées en vertu du présent arrêté. Il fera, en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par l'article 1406 du Code général des impôts.

#### **Article 12** : Voie de recours et délai

Cette décision peut être contestée devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 13** : Contrôle des installations

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du domaine public maritime.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

#### **Article 14** : Traitement des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel de l'occupant font l'objet d'un traitement informatisé mis en œuvre par la direction de l'immobilier de l'État de la direction générale des finances publiques (DGFIP), située au 120 rue de Bercy 75772 PARIS, en sa qualité de responsable de traitement, dans le cadre de l'exécution des missions d'intérêt public qu'elle assure.

Elles sont traitées afin de gérer des dossiers d'occupation du domaine de l'État et redevances associées de toute nature.

À ce titre, les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes :

- les données liées à son identité et ses coordonnées ;
- les données à caractère économique et financier.

Ces données sont obtenues directement auprès de l'occupant ou le cas échéant auprès du gestionnaire du domaine.

Elles sont transmises aux agents habilités de la DGFIP dans le cadre de leurs missions.

Les données à caractère personnel de l'occupant sont conservées 5 ans à compter de la date de fin du titre d'occupation et 10 ans en archives.

Conformément au règlement général des données (RGPD) n°2016/679 et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés, l'occupant dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, des données le concernant ainsi que du droit à la limitation du traitement.

Il peut exercer ses droits en contactant la boîte mail : [die.support-figaro@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:die.support-figaro@dgfip.finances.gouv.fr)

Il a également la possibilité de contacter le délégué à la protection des données du ministère de l'économie, des finances et de la relance par voie électronique (**le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr**) ou par voie postale (139 rue de Bercy- Télédéc 322 - 75772 PARIS CEDEX 12).

Il est informé(e) que des exceptions à l'exercice des droits précités sont susceptibles de s'appliquer, le cas échéant, il en sera dûment averti(e).

S'il estime que le traitement de ses données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, il dispose, du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

#### **Article 15** : Exécution / notification

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-atlantiques et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture des Pyrénées-atlantiques.

4 / 5

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet - 19 avenue de l'Adour - 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 - Fax : 05 59 63 08 57 - Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

Le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-atlantiques est chargé de notifier l'arrêté au permissionnaire.

Anglet, le 19 MARS 2024

LE PRÉFET  
Pour le Préfet et par subdélégation,

L'administrateur principal des affaires maritimes  
Philippe PAQUIN  
Chef du service administration de la mer

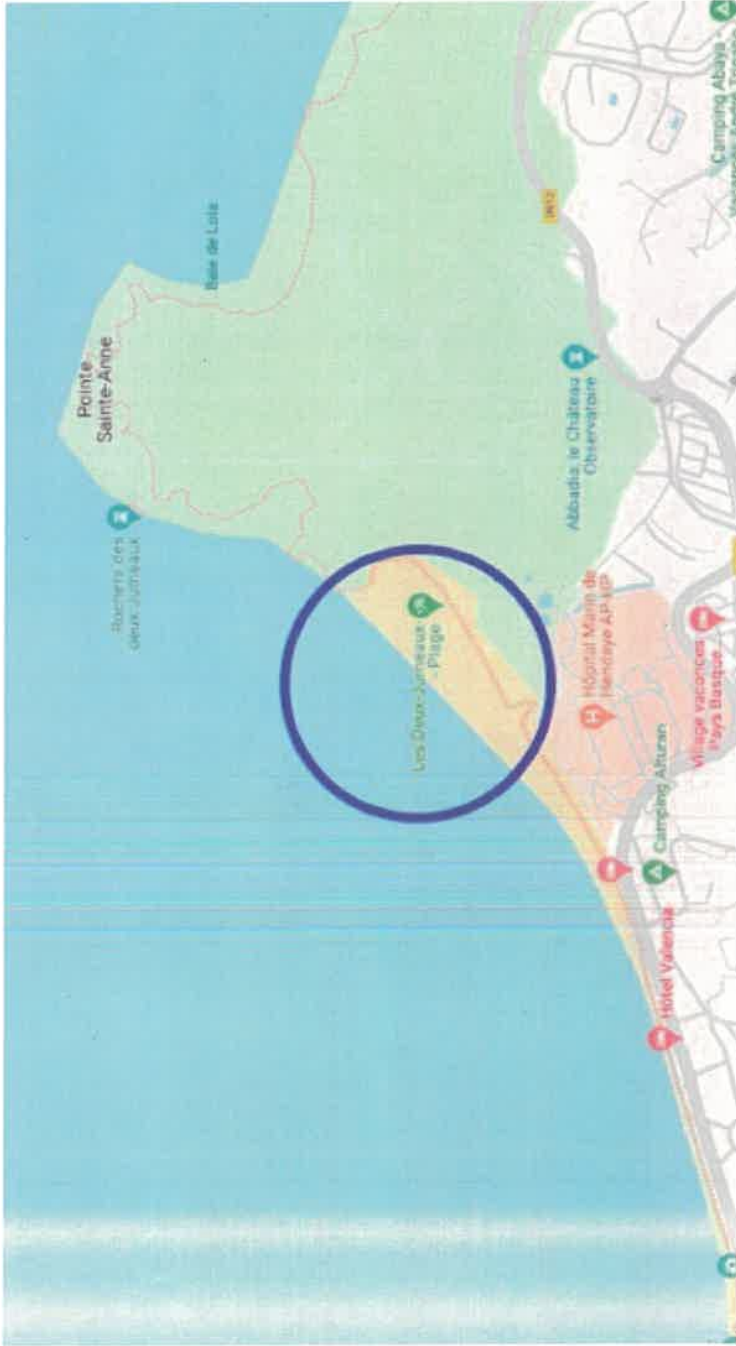
5 / 5

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet - 19 avenue de l'Adour - 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 - Fax : 05 59 63 08 57 - Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)





# COMMUNE DE HENDAYE



AOT pour une zone de tournage sur la plage des Deux Jumeaux  
pour la société SAS BELLOTA FILMS

Vu pour être annexé à l'arrêté de ce jour  
A Anglet, le **19 MARS 2024**  
P/O Le Préfet

Philippe PAQUIN



Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-03-15-00001

Autorisation circuler SJL RENE LAPORTE 2024-2  
signée



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Administration de la mer**

**Arrêté n°  
portant autorisation de circuler sur les plages**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Commune de Saint-Jean-de-Luz

Pétitionnaire : RENE LAPORTE Agence SOGEA

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le code du domaine de l'État ;

**VU** le code de l'environnement, articles L362-1 et suivants, L321-9, R362-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2023-07-12-00007, en date du 12 juillet 2023, donnant délégation de signature à M. Fabien MENU, directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la décision n° 64-2023-07-18-00001, en date du 18 juillet 2023, donnant subdélégation de signature administrative au sein de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la demande, en date du 14 mars 2024, de la Société RENE LAPORTE Agence SOGEA, représentée par Monsieur ZUBIZARRETA Jean-Marc ;

**VU** l'avis, en date du 15 mars 2023, de la commune de Saint-Jean-de-Luz ;

**Sur proposition** du Directeur départemental des territoires et de la mer ;

1 / 3

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet – 19 avenue de l'Adour – 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 – Fax : 05 59 63 08 57 – Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

## ARRÊTE

### **Article premier** : Autorisation

Dans le cadre de travaux de démolition et de reconstruction de deux massifs situés dans les enrochements de la digue aux Chevaux, pour le compte de la ville de Saint-Jean-de-Luz, la société RENE LAPORTE Agence SOGEA, située 1 avenue Marcel Dassault, BP 80144, 64601 Anglet Cedex, représentée par Monsieur Jean-Marc ZUBIZARETTA, est autorisée à circuler sur la Grande-plage, de la commune de Saint-Jean-de-Luz avec les véhicules ci-après :

- une pelle 12 T + BRH ;
- un Manuscopic 8 ml ;

dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Le stationnement ou le stockage des véhicules, des remorques et du matériel sur la plage est strictement interdit (même en haut de plage).

### **Article 2** : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée du 18 au 19 mars 2024 inclus.

Elle cessera de plein droit à cette échéance, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins deux (2) mois avant son échéance.

### **Article 3** : Conditions spéciales

Les véhicules sont autorisés à circuler, exclusivement, sur la Grande-plage, entre la rampe d'accès la plus proche située boulevard Thiers et le lieu du chantier sur la digue aux Chevaux :

- sur une plage horaire de 24 h.

Une signalisation de chantier devra être mise en place.

Les mesures complémentaires suivantes devront être respectées durant toute la durée du chantier, à savoir :

- la vitesse des véhicules est limitée à 5 km par heure ;
- les véhicules présents sur la plage doivent être équipés d'un kit individuel antipollution ;
- les remorques ou les bennes doivent être étanches ;
- travaux à éviter par vent fort ;
- utilisation de véhicules aux normes (échappement et taux de pollution) ;
- véhicules et matériels conformes aux normes acoustiques en vigueur ;
- maintien de la propreté de la zone.

Dans le cas d'une fuite d'huile ou d'hydrocarbure accidentelle sur un véhicule, la procédure suivante sera appliquée :

- arrêt de la fuite ;
- évacuation des véhicules concernés ;
- recouvrement de la surface souillée par un produit absorbant ;
- récupération des matériaux souillés dans des récipients étanches ;
- évacuation dans une décharge appropriée ;
- information de la DDTM 64/Service Police de l'eau Pays Basque, de l'ARS et de la commune concernée.

Le conducteur du véhicule autorisé devra être muni de la présente autorisation, qui sera présentée à toute réquisition des agents compétents.

En cas d'inobservation de ces conditions, la présente autorisation pourra être retirée.

2 / 3

**Article 4 :** Responsabilité et Réserve des droits des tiers

Le pétitionnaire sera responsable de tous les dommages qu'il pourra occasionner sur le site ou au domaine public pour quelque motif que ce soit.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le permissionnaire fera son affaire personnelle de toutes les autorisations exigibles par ailleurs.

**Article 5 :** Voie de recours et délai

Cette décision peut être contestée devant le tribunal administratif territorialement compétant dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** Exécution / notification

Copie du présent arrêté sera communiquée à :

M. le secrétaire général de la Préfecture, M. le directeur départemental des territoires et de la mer et Monsieur le Maire de Saint-Jean-de-Luz, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente autorisation qui sera publiée au recueil des actes administratifs des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques.

Anglet, le

15 MARS 2024

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par subdélégation

L'administrateur principal des affaires maritimes

Philippe PAQUIN

Chef du service administration de la mer

2 MARS 2024



Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-03-18-00006

Autorisation circuler sur les plages NEORESEAUX  
2024



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Administration de la mer**

**Arrêté n°  
portant autorisation de circuler sur les plages**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Commune de Bidart

Pétitionnaire : SAS NEORESEAUX

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le code du domaine de l'État ;

**VU** le code de l'environnement, articles L362-1 et suivants, L321-9, R362-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2023-07-12-00007, en date du 12 juillet 2023, donnant délégation de signature à M. Fabien MENU, directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la décision n° 64-2023-07-18-00001, en date du 18 juillet 2023, donnant subdélégation de signature administrative au sein de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la demande, en date du 14 mars 2024, de la SAS NEORESEAUX, représentée par Monsieur JAUREGUIBERRY Gilbert ;

**VU** l'avis, en date du 14 mars 2023, de la commune de Bidart ;

**Sur proposition** du Directeur départemental des territoires et de la mer ;

1/3

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet – 19 avenue de l'Adour – 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 – Fax : 05 59 63 08 57 – Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

# ARRÊTE

## **Article premier** : Autorisation

Dans le cadre de travaux de mise en sécurité de l'enrochement proche de l'escalier qui mène du camping à la plage pour le compte du Camping Pavillon Royal, la SAS NEORESEAUX, située 407 rue de l'Industrie, 40220 Tarnos, représentée par Monsieur Gilbert JAUREGUIBERRY, est autorisée à circuler sur la plage de Pavillon Royal de la commune de Bidart avec les véhicules ci-après :

- une pelle à chenilles 28 T Liebherr R926 – n°série R926 1827-53754 ;

dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Le stationnement ou le stockage des véhicules, des remorques et du matériel sur la plage est strictement interdit (même en haut de plage).

## **Article 2** : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée du 25 au 29 mars 2024 inclus.

Elle cessera de plein droit à cette échéance, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins deux (2) mois avant son échéance.

## **Article 3** : Conditions spéciales

Les véhicules sont autorisés à circuler, exclusivement, sur la plage de Pavillon Royal, entre la rampe d'accès la plus proche et le lieu du chantier :

- sur une plage horaire de 8h00 à 17h00.

Une signalisation de chantier devra être mise en place.

Les mesures complémentaires suivantes devront être respectées durant toute la durée du chantier, à savoir :

- la vitesse des véhicules est limitée à 5 km par heure ;
- les véhicules présents sur la plage doivent être équipés d'un kit individuel antipollution ;
- les remorques ou les bennes doivent être étanches ;
- travaux à éviter par vent fort ;
- utilisation de véhicules aux normes (échappement et taux de pollution) ;
- véhicules et matériels conformes aux normes acoustiques en vigueur ;
- maintien de la propreté de la zone.

Dans le cas d'une fuite d'huile ou d'hydrocarbure accidentelle sur un véhicule, la procédure suivante sera appliquée :

- arrêt de la fuite ;
- évacuation des véhicules concernés ;
- recouvrement de la surface souillée par un produit absorbant ;
- récupération des matériaux souillés dans des récipients étanches ;
- évacuation dans une décharge appropriée ;
- information de la DDTM 64/Service Police de l'eau Pays Basque, de l'ARS et de la commune concernée.

Le conducteur du véhicule autorisé devra être muni de la présente autorisation, qui sera présentée à toute réquisition des agents compétents.

En cas d'inobservation de ces conditions, la présente autorisation pourra être retirée.

2 / 3

**Article 4 :** Responsabilité et Réserve des droits des tiers

Le pétitionnaire sera responsable de tous les dommages qu'il pourra occasionner sur le site ou au domaine public pour quelque motif que ce soit.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le permissionnaire fera son affaire personnelle de toutes les autorisations exigibles par ailleurs.

**Article 5 :** Voie de recours et délai

Cette décision peut être contestée devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** Exécution / notification

Copie du présent arrêté sera communiquée à :

M. le secrétaire général de la Préfecture, M. le directeur départemental des territoires et de la mer et M. le Maire de Bidart, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente autorisation qui sera publiée au recueil des actes administratifs des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques.

Anglet, le **18 MARS 2024**

LE PRÉFET,  
Pour le Préfet et par subdélégation

L'administrateur principal des affaires maritimes  
Philippe PAQUIN  
Chef du service administration de la mer

3 / 3



Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-03-18-00005

Autorisation de circuler RENE LAPORTE  
2024-Ville



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Administration de la mer**

**Arrêté n°  
portant autorisation de circuler sur les plages**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Commune de Biarritz

Pétitionnaire : RENE LAPORTE Agence SOGEA

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le code du domaine de l'État ;

**VU** le code de l'environnement, articles L362-1 et suivants, L321-9, R362-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2023-07-12-00007, en date du 12 juillet 2023, donnant délégation de signature à M. Fabien MENU, directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la décision n° 64-2023-07-18-00001, en date du 18 juillet 2023, donnant subdélégation de signature administrative au sein de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la demande, en date du 19 février 2024, de la Société RENE LAPORTE Agence SOGEA, représentée par Monsieur ZUBIZARRETA Jean-Marc ;

**VU** l'avis, en date du 12 mars 2023, de la commune de Biarritz ;

**Sur proposition** du Directeur départemental des territoires et de la mer ;

1/3

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet – 19 avenue de l'Adour – 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 – Fax : 05 59 63 08 57 – Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

# ARRÊTE

## **Article premier** : Autorisation

Dans le cadre des travaux d'entretien des enrochements de la Côte des Basques pour le compte de la ville de Biarritz, la société RENE LAPORTE Agence SOGEA, située 1 avenue Marcel Dassault, BP 80144, 64601 Anglet Cedex, représentée par Monsieur Jean-Marc ZUBIZARETTA, est autorisée à circuler sur les plages de la Côte des Basques et de Marbella de la commune de Biarritz avec les véhicules ci-après :

- une pelle à chenilles 25 T PC 210 ou PC 228 (société Duperou) ;  
dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Le stationnement ou le stockage des véhicules, des remorques et du matériel sur la plage est strictement interdit (même en haut de plage).

## **Article 2** : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée du 25 au 29 mars 2024 inclus, du 8 au 10 avril 2024 inclus et du 22 au 26 avril 2024 inclus (si les travaux n'ont pu être terminés avant) pour le compte de la Ville de Biarritz. Elle cessera de plein droit à cette échéance, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins deux (2) mois avant son échéance.

## **Article 3** : Conditions spéciales

Les véhicules sont autorisés à circuler, exclusivement, sur les plages de la Côte des Basques et de Marbella, entre la rampe d'accès située au niveau du boulevard Prince de Galles et le lieu du chantier :

- sur une plage horaire de 24 h.

Une signalisation de chantier devra être mise en place.

Les mesures complémentaires suivantes devront être respectées durant toute la durée du chantier, à savoir :

- la vitesse des véhicules est limitée à 5 km par heure ;
- les véhicules présents sur la plage doivent être équipés d'un kit individuel antipollution ;
- les remorques ou les bennes doivent être étanches ;
- travaux à éviter par vent fort ;
- utilisation de véhicules aux normes (échappement et taux de pollution) ;
- véhicules et matériels conformes aux normes acoustiques en vigueur ;
- maintien de la propreté de la zone.

Dans le cas d'une fuite d'huile ou d'hydrocarbure accidentelle sur un véhicule, la procédure suivante sera appliquée :

- arrêt de la fuite ;
- évacuation des véhicules concernés ;
- recouvrement de la surface souillée par un produit absorbant ;
- récupération des matériaux souillés dans des récipients étanches ;
- évacuation dans une décharge appropriée ;
- information de la DDTM 64/Service Police de l'eau Pays Basque, de l'ARS et de la commune concernée.

Le conducteur du véhicule autorisé devra être muni de la présente autorisation, qui sera présentée à toute réquisition des agents compétents.

En cas d'inobservation de ces conditions, la présente autorisation pourra être retirée.

2 / 3



#### **Article 4 :** Responsabilité et Réserve des droits des tiers

Le pétitionnaire sera responsable de tous les dommages qu'il pourra occasionner sur le site ou au domaine public pour quelque motif que ce soit.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le permissionnaire fera son affaire personnelle de toutes les autorisations exigibles par ailleurs.

#### **Article 5 :** Voie de recours et délai

Cette décision peut être contestée devant le tribunal administratif territorialement compétant dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 6 :** Exécution / notification

Copie du présent arrêté sera communiquée à :

M. le secrétaire général de la Préfecture, M. le directeur départemental des territoires et de la mer et Mme le Maire de Biarritz, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente autorisation qui sera publiée au recueil des actes administratifs des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques.

Anglet, le **18 MARS 2024**

LE PRÉFET,  
Pour le Préfet et par subdélégation

L'administrateur principal des affaires maritimes  
Philippe PAQUIN  
Chef du service administration de la mer

3 / 3



Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-03-18-00004

Avenant AOT GRAND ANGLE PRODUCTIONS  
2024



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Administration de la mer**

**Arrêté n°  
portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**Avenant**

Commune de Biarritz  
Pétitionnaire : GRAND ANGLE PRODUCTIONS

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le code du domaine de l'État ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, article L2215-4 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2023-07-12-00007, en date du 12 juillet 2023, donnant délégation de signature à M. Fabien MENU, directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la décision n° 64-2023-07-18-00001, en date du 18 juillet 2023, donnant subdélégation de signature administrative au sein de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** l'AOT n°64-2024-03-05-00001 en date du 5 mars 2024 ;

**VU** l'avis, en date du 6 mars 2024, de M. le Directeur départemental des finances publiques des Pyrénées Atlantiques, fixant les conditions financières ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer ;

1 / 2

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet – 19 avenue de l'Adour – 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 – Fax : 05 59 63 08 57 – Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

## ARRÊTE

### Article premier : Autorisation

L'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 64-2024-03-05-00001 en date du 5 mars 2024, est modifié comme suit :

Le permissionnaire paiera d'avance une redevance unique de deux-cent-cinquante euros (250 €), payable à réception du titre de perception auprès du comptable spécialisé du Domaine (CSDOM).

Le paiement se fera :

- par internet sur le site [www.payfip.gouv.fr](http://www.payfip.gouv.fr), par carte bancaire ou par prélèvement unique sur compte bancaire ;

- par chèque à envoyer à un centre d'encaissement ;

- par virement ou prélèvement bancaire. Les références bancaires du CSDOM figurent ci-après :

BDFEFRPPCCT (BIC) FR46 30001000 64R7 5500 0000 013 (IBAN)

Le virement devra comporter les références de la facture CSPE NN 26XXXXXXXXXX, afin d'en permettre la correcte imputation.

En cas de retard dans le paiement, la redevance échue porte intérêt de plein droit au taux annuel applicable en matière domaniale conformément à l'article L 2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

### Article 2 :

Toutes les dispositions contenues dans l'arrêté préfectoral n° 64-2024-03-05-00001 en date du 5 mars 2024 non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant demeurent en vigueur.

### Article 3 : Voie de recours et délai

Cette décision peut être contestée devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 : Exécution / notification

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques est chargé de notifier l'arrêté au permissionnaire.

Anglet, le **18 MARS 2024**

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par subdélégation,

L'administrateur principal des affaires maritimes  
Philippe PAQUIN  
Chef du service administration de la mer

2 / 2

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet – 19 avenue de l'Adour – 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 – Fax : 05 59 63 08 57 – Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-03-15-00002

Arrêté préfectoral portant autorisation d'accès  
aux propriétés privées dans le cadre de la  
réalisation d'inventaires et de suivis du  
patrimoine naturel



**Arrêté préfectoral n°  
portant autorisation d'accès aux propriétés privées dans le cadre de la réalisation  
d'inventaires et de suivis du patrimoine naturel**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.411-1A ;

**VU** le code pénal et notamment ses articles L.322-1, L.322-2 et L.433-11 ;

**VU** le code de justice administrative ;

**VU** la loi 43-374 du 6 juillet 1943 modifiée, relative à l'exécution des travaux géologiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

**VU** la loi du 29 décembre 1892 modifiée, relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

**VU** la circulaire ministérielle du 2 octobre 2007 relative à l'accès à la propriété privée dans le cadre des inventaires du patrimoine naturel de l'article L 411-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2023-07-12-00007 du 12 juillet 2023 donnant délégation de signature au directeur départemental des territoires et de la mer ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2023-07-18-00001 du 18 juillet 2023 du directeur départemental des territoires et de la mer donnant subdélégation de signature à Joëlle Tislé, Cheffe du service environnement ;

**VU** la demande du 4 octobre 2023 de la Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées (CAPBP) portant sur l'accès aux propriétés privées pour l'inventaire des zones humides sur son territoire de compétence ;

**VU** l'acte d'engagement de la CAPBP du 8 décembre 2022, dans laquelle elle missionne les bureaux d'études, TTI Production et APEXE, pour la réalisation d'inventaires des zones humides sur le périmètre de compétence de la CAPBP ;

**VU** les déclarations de sous-traitance de TTI Production du 4 octobre 2023 à l'égard des bureaux d'études SCIC Pau-Pyrénées et AMOnia Environnement pour la réalisation d'inventaires des zones humides ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude est réalisée pour le compte de la CAPBP et que l'article L411-1 du Code de l'environnement prévoit que les collectivités territoriales peuvent contribuer à la connaissance du patrimoine naturel par la réalisation d'inventaires locaux ou territoriaux ou d'atlas de la biodiversité ;

**CONSIDÉRANT** que cette étude nécessite des prospections de terrain ;

**CONSIDÉRANT** que ces inventaires naturalistes impliquent de pénétrer dans des propriétés privées ;

**CONSIDÉRANT** que la loi de 1892 est applicable à l'exécution des opérations nécessaires à la conduite des inventaires naturalistes pour le compte de collectivités publiques ainsi qu'à « la connaissance du sol, de la végétation et de tout renseignement d'ordre écologique sur les territoires d'inventaires » ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

### **ARRÊTE :**

#### **Article premier :** Autorisations

Les agents dûment mandatés à cet effet sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes (à l'exclusion des locaux à usage d'habitation), à franchir les murs et autres clôtures et obstacles qui pourraient entraver leurs opérations pour les besoins d'inventaires des zones humides sur les communes du périmètre de compétence de la Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées (CAPBP) dans les Pyrénées-atlantiques. Les communes concernées sont listées dans l'annexe 1.

On entend par agents mandatés à l'article 1, les prestataires de la CAPBP que sont les bureaux d'études Scic Pau-Pyrénées, APEXE et AMOnia Environnement et bénéficiant d'un mandat établi selon le modèle figurant en annexe 2 du présent arrêté.

#### **Article 2 :** Agents autorisés

Chacun de ces agents sera en possession d'une copie certifiée conforme au présent arrêté et d'un mandat, qui devront être présentés à toute réquisition.

#### **Article 3 :** Conditions et modalités

L'accès des agents n'interviendra qu'après accomplissement des formalités prescrites par l'article 1er de la loi du 29 décembre 1892 modifiée en son article 1<sup>er</sup> et telles qu'énoncées ci-après :

- Le présent arrêté est affiché à la mairie de chacune des communes concernées au moins dix jours avant et doit être présenté à toute réquisition ;
- Pour les propriétés non closes, l'accès ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai d'affichage de dix jours du présent arrêté dans chaque mairie concernée ;
- Pour les propriétés closes : l'introduction des agents ne peut être autorisée à l'intérieur des domiciles et locaux à usage d'habitation ; dans les autres propriétés closes, elle ne peut avoir lieu que cinq jours après notification au propriétaire, ou en son absence, au gardien de la propriété. À défaut de gardien connu demeurant dans la commune, le délai ne court qu'à partir de la notification au propriétaire faite en mairie ; ce délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, lesdits agents peuvent entrer avec l'assistance du juge du tribunal judiciaire.

#### **Article 4 :** Défense d'opposition

Nul ne peut s'opposer à l'exécution sur son terrain des fouilles d'archéologie préventive et des travaux de triangulation, d'arpentage ou de nivellement entrepris, pour le compte de l'État, ni à l'installation de bornes, repères et balises ou à l'établissement d'infrastructures et de signaux élevés, sous réserve de



**Article 10 : Exécution**

Le présent arrêté sera notifié au secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, au directeur départemental des territoires et de la mer, à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine, aux maires des communes concernées, au chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, au directeur de l'agence départementale de l'Office national des forêts, qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera notifié également aux différentes structures concernées : CABP, SCIC Pau-Pyrénées APEXE et AMOnia Environnement et il sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques.

Pau, le **15 MARS 2024**

Pour le Préfet des Pyrénées-Atlantiques et  
par subdélégation

La Cheffe du service environnement,



Joëlle Tislé

l'application des dispositions du premier paragraphe de l'article 1 de la loi du 29 décembre 1892 et du paiement ultérieur d'une indemnité pour dommages, s'il y a lieu.

Défense est faite aux propriétaires de générer des troubles ou d'empêcher les agents et les personnels chargés des travaux, cités à l'article 1 du présent arrêté, d'arracher ou de déplacer les différents signaux, repères, balises, piquets, jalons ou bornes qui seront établis dans leur propriété.

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères, donneront lieu à l'application des dispositions de l'article 322-2 du code pénal. Les agents des services publics intéressés dûment assermentés ainsi que les officiers de police judiciaire et les gendarmes sont chargés de rechercher les délits prévus à l'article 6 de la loi 42-374 du 6 juillet 1943 susvisée, et dressent procès-verbaux des infractions constatées. Ils donnent lieu au paiement des dommages et intérêts éventuellement dus.

#### **Article 5** : Appui des maires

Les maires des communes concernées, ainsi que les services des forces de l'ordre seront invités à prêter leur concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

#### **Article 6** : Indemnités en cas de dommages

Les agents missionnés pour réaliser les inventaires doivent respecter l'intégrité des biens et propriétés traversés. Les indemnités qui pourraient être dues en cas de dommages résultant de ces opérations seront fixées, à défaut d'accord amiable, par le tribunal administratif de Pau selon les modalités prévues au Code de justice administrative.

#### **Article 7** : Période de validité

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu'au 31 juillet 2024. Elle sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution suivant la signature du présent arrêté.

#### **Article 8** : Publicité

Le présent arrêté sera affiché dans les communes concernées à la diligence des maires, pendant toute sa durée de validité.

#### **Article 9** : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication :

- soit, directement, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau par courrier ou via l'application télerecours ; <https://www.telerecours.fr>
- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès du directeur départemental des territoires et de la mer ou hiérarchique auprès du Préfet des Pyrénées-Atlantiques. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite, née du silence de l'administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable, peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent.

**ANNEXE 1 à l'arrêté n°**  
**portant autorisation d'accès aux propriétés privées dans le cadre de la réalisation d'inventaires et de suivis du patrimoine naturel**

**LISTE DES COMMUNES CONCERNÉES**

Commune	Code INSEE
Arbus	64037
Aressy	64041
Artigueloutan	64059
Artiguelouve	64060
Aubertin	64072
Aussevielle	64080
Beyrie-en-Béarn	64121
Billère	64129
Bizanos	64132
Bosdarros	64139
Bourgaber	64142
Denguin	64198
Gan	64230
Gelos	64237
Idron	64269
Jurançon	64284
Laroin	64315
Lée	64329
Lescar	64335
Lons	64348
Mazères-Lezons	64373
Meillon	64376
Ousse	64439
Pau	64445
Poey-de-Lescar	64448
Rontignon	64467
Saint-Faust	64478
Sendets	64518
Siros	64525
Uzein	64549
Uzos	64550

**ANNEXE 2 à l'arrêté n°**  
**portant autorisation d'accès aux propriétés privées dans le cadre de la réalisation d'inventaires et de suivis du patrimoine naturel**

**MANDAT**

Je soussigné,

Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées,

certifie que : .....

..... (Madame, Mademoiselle, Monsieur, Prénom, NOM, organisme)

est mandaté, dans le cadre et en application de l'arrêté préfectoral n° .....ci-joint,  
pour réaliser l'inventaire des zones humides sur le territoire du ..... qui nécessite l'accès aux  
propriétés privées.

Fait à ....., le .....

(Nom, Prénom, Cachet, Signature)

Direction des Services Départementaux de  
l'Education Nationale

64-2024-03-13-00005

Arrêté carte scolaire mars 2024

- Vu le code de l'éducation, notamment son article D211-9
- Vu le décret du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique
- Vu le décret du 21 août 2019 portant nomination de directeurs académiques des services de l'éducation nationale
- Vu l'avis du comité social d'administration départemental du 5 mars 2024
- Vu l'avis du conseil départemental de l'éducation nationale du 5 mars 2024

**L'inspecteur d'académie,  
directeur académique  
des services de l'éducation nationale**

**ARRETE**

Sont prononcées à compter de la rentrée 2024-2025 les mesures suivantes

**ARTICLE 1 : Attributions et retraits de postes en classe :**

0640472R	ANGLET Herriot maternelle	Attribution de 0,50 poste français et 0,50 poste basque
0641736P	ANGLET Jaurès élémentaire	Retrait d'un poste français
0641388L	ANGLET Sutar	Attribution d'un poste
0640298B	ARROS-NAY	Retrait d'un poste (voir également l'article 4 du présent arrêté)
0641757M	ASSON	Retrait de 0,50 poste occitan
0641400Z	BARCUS Bourg	Attribution de 0,50 poste basque. (voir également l'article 3 du présent arrêté)
0640765J	BARDOS	Attribution de 0,50 poste basque
0640771R	BASSUSSARRY	Retrait d'un poste français
0641416S	BAYONNE Brana	Attribution de 0,50 poste basque
0640778Y	BAYONNE Briand maternelle	Attribution de 0,50 poste français et 0,50 poste basque (voir également les article 3 et 4 du présent arrêté)
0641605X	BAYONNE Ferry élémentaire	Retrait d'un poste français
0640799W	BAYONNE Marie Curie	Retrait des deux postes d'enseignants
0640796T	BAYONNE Moulin maternelle	Attribution de 0,50 poste français
0640350H	BENEJACQ	Retrait d'un poste
0641805P	BIARRITZ Bert-Pyrénées-Michelet	Retrait de 0,50 poste français
0641773E	BIARRITZ Reptou	Attribution de 0,50 poste basque
0640833H	BIDART Jaccachoury élémentaire	Attribution de 0,50 poste basque

0641774F	BIZANOS élémentaire	Retrait d'un poste
0640379P	BOEIL-BEZING	Retrait d'un poste (voir également l'article 4 du présent arrêté)
0641171A	CAMBO	Retrait de 0,50 poste français et 0,50 poste basque
	CARRERE / CLARACQ	Retrait d'un poste à l'école de Claracq
0641575P	ESPELETTE Bourg	Retrait de 0,50 poste basque
	FICHOUS-RIUMAYOU / MAZEROLLES	Retrait d'un poste français à l'école de Mazerolles (voir également l'article 4 du présent arrêté)
	GEUS-D'ARZACQ / POMPS / UZAN	Retrait d'un poste à l'école de Pomps
0640887S	GUETHARY Albert Larrousset	Retrait de 0,50 poste français
0640899E	HELETTE	Attribution de 0,50 poste basque
0641472C	HENDAYE Boulaert élémentaire	Retrait de 0,50 poste français
0641574N	HENDAYE Gare élémentaire	Retrait de 0,50 poste français (voir également l'article 4 du présent arrêté)
0641216Z	HENDAYE Gare maternelle	Attribution de 0,50 poste français
0641423Z	HENDAYE Lissardy élémentaire	Retrait d'un poste français (voir également l'article 4 du présent arrêté)
0641826M	HENDAYE Ville élémentaire	Retrait de 1,5 poste français et 0,50 poste basque (voir également l'article 4 du présent arrêté)
0640902H	HENDAYE Ville maternelle	Retrait de 0,50 poste français
0640919B	ITXASSOU	Retrait de 0,50 poste basque
	LAA-MONDRANS / LOUBIENG / OZENX-MONTESTRUCQ	Retrait d'un poste à l'école de Loubieng
0641173C	LASSEUBE	Retrait d'un poste français. (voir également l'article 2 du présent arrêté)
0640565S	LEMBEYE	Retrait d'un poste (voir également l'article 4 du présent arrêté)
0641887D	LESCAR Laou élémentaire	Attribution d'un poste (voir également l'article 4 du présent arrêté)
0640959V	LOUHOSSOA	Retrait de 0,50 poste français
0641208R	MOUMOUR	Retrait d'un poste (voir également l'article 4 du présent arrêté)
0641783R	MOURENX Hugo élémentaire	Retrait d'un poste (voir également l'article 4 du présent arrêté)
0640658T	OLORON St-Cricq élémentaire	Retrait d'un poste
0641829R	ORTHEZ Centre	Attribution d'un poste (voir également l'article 4 du présent arrêté)
0641038F	PARDIES	Retrait d'un poste
0641776H	PAU Bosquet	Attribution de 0,50 poste occitan
0642064W	PAU Bouillerce élémentaire	Retrait d'un poste (voir également l'article 4 du présent arrêté)
0640684W	PAU Lapuyade élémentaire	Retrait d'un poste
0640691D	PAU Marancy	Attribution d'un poste

0641830S	PAU Phoebus élémentaire	Retrait d'un poste
0641175E	PONTACQ	Attribution d'un poste
0641083E	SAINT-JEAN-DE-LUZ Urdazuri élémentaire	Retrait de 0,50 poste français et 0,50 poste basque
0641100Y	SAINT-PEE-SUR-NIVELLE Bourg	Retrait de 1,50 poste français et attribution de 0,50 poste basque (voir également l'article 3 du présent arrêté)
0641382E	SAUVAGNON maternelle	Attribution d'un poste français
	SAUVELADE / VIELLESEGURE	Retrait d'un poste à l'école de Vielleségure
0641132H	URRUGNE Bourg	Attribution de 0,50 poste basque (voir également l'article 3 du présent arrêté)

**ARTICLE 2 : Mesures de rééquilibrages liées aux questions linguistiques :**

0640469M	AHETZE	Retrait de 0,50 poste français et attribution de 0,50 poste basque
	ARMENDARITS / MEHARIN	Retrait de 0,50 poste français et attribution de 0,50 poste basque à l'école de Méharin (voir également l'article 3 du présent arrêté)
0640922E	JATXOU	Retrait de 0,50 poste basque et attribution de 0,50 poste français
0640942B	LARRIBAR	Retrait de 0,50 poste français et attribution de 0,50 poste basque
0641173C	LASSEUBE	Retrait de 0,50 poste français et attribution de 0,50 poste occitan. La classe occitane fonctionnant selon la modalité un maître une langue fonctionnera selon la modalité un maître deux langues. (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0641114N	SAULT-DE-NAVAILLES	Retrait de 0,50 poste français et attribution de 0,50 poste occitan. L'école disposera de deux classes bilingues fonctionnant selon la modalité un maître une langue
0640750T	SERRES-CASTET	Retrait de 0,50 poste français et attribution de 0,50 poste occitan
0641518C	VILLEFRANQUE	Retrait de 0,50 poste français et attribution de 0,50 poste basque (voir également l'article 3 du présent arrêté)

**ARTICLE 3 : Evolution de l'offre d'enseignement en langue vivante régionale :**

<b>OCCITAN</b>		
Enseignement renforcé		
0641806R	LOUVIE-JUZON	Mise en place de l'enseignement renforcé sous réserve de la ressource enseignante
	SAINTE-COLOME / SEVIGNACQ-MEYRACQ	Mise en place de l'enseignement renforcé sous réserve de la ressource enseignante
<b>BASQUE</b>		
Enseignement bilingue		
0640778Y	BAYONNE Briand maternelle	Mise en place de l'enseignement bilingue à parité horaire (voir également les articles 1 et 4 du présent arrêté)



0641400Z	BARCUS Bourg	Une classe de l'école fonctionnera selon la modalité un maître une langue (voir également l'article 1 du présent arrêté)
----------	--------------	---

Enseignement immersif		
	ARMENDARITS / MEHARIN	Mise en place de l'enseignement bilingue par la méthode immersive (voir également l'article 2 du présent arrêté)
0641100Y	SAINT-PEE-SUR-NIVELLE Bourg	Mise en place de l'enseignement bilingue par la méthode immersive (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0641518C	VILLEFRANQUE	Mise en place de l'enseignement bilingue par la méthode immersive (voir également l'article 2 du présent arrêté)

Extension de l'enseignement immersif		
0641132H	URRUGNE Bourg	L'enseignement bilingue par la méthode immersive est étendu aux élèves de CP (voir également l'article 1 du présent arrêté)

#### **ARTICLE 4 : Mesures relatives aux décharges de direction :**

0640298B	ARROS-NAY	Retrait de la décharge de direction (3 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0640778Y	BAYONNE Briand maternelle	Attribution d'une décharge de direction (4 classes) (voir également les articles 1 et 3 du présent arrêté)
0640379P	BOEIL-BEZING	Diminution de la décharge de direction qui passe de 0,33 à 0,25 (5 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
	FICHOUS-RIUMAYOU / MAZEROLLES	Diminution de la décharge de direction de l'école de Mazerolles qui passe de 0,50 à 0,33 (8 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0641574N	HENDAYE Gare élémentaire	Diminution de la décharge de direction qui passe de 0,33 à 0,25 (5 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0641423Z	HENDAYE Lissardy élémentaire	Diminution de la décharge de direction qui passe de 0,50 à 0,33 (8 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0641826M	HENDAYE Ville élémentaire	Diminution de la décharge de direction qui passe de 0,50 à 0,33 (7 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0640565S	LEMBEYE	Diminution de la décharge de direction qui passe de 0,33 à 0,25 (5 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0641887D	LESCAR Laou élémentaire	augmentation de la décharge de direction qui passe de 0,25 à 0,33 (6 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0641208R	MOUMOUR	Retrait de la décharge de direction (3 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0641783R	MOURENX Hugo élémentaire	Diminution de la décharge de direction qui passe de 0,33 à 0,25 (5 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0641828P	OLORON Navarrot	augmentation de la décharge de direction qui passe de 0,25 à une décharge totale

0641829R	ORTHEZ Centre	augmentation de la décharge de direction qui passe de 0,25 à 0,33 (6 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0642064W	PAU Bouillerce élémentaire	Diminution de la décharge de direction qui passe de 0,33 à 0,25 (5 classes) (voir également l'article 1 du présent arrêté)
0640689B	PAU Lilas élémentaire	augmentation de la décharge de direction qui passe de 0,50 à une décharge totale (13 classes après fusion) (voir également l'article 7 du présent arrêté)
0641048S	PAU Lilas maternelle	Retrait de la décharge de direction (fusion) (voir également l'article 7 du présent arrêté)

**ARTICLE 5 : Mesures relatives à l'ASH (adaptation et scolarisation des élèves en situation de handicap) :**

0641204L	BAYONNE ITEP Idékia	Retrait d'un poste d'enseignant spécialisé
----------	---------------------	--

0641947U	IEN BAYONNE ASH OUEST	Création d'un poste personne ressource et coordonnateur de la gestion des situations complexes concernant les élèves ayant des difficultés à expressions comportementales
----------	-----------------------	---

	Implantation à déterminer	Création d'un dispositif d'auto régulation
--	---------------------------	--

Le poste de la MDPH implanté à l'antenne d'Anglet sera transféré sur le site de Pau

	Implantation à déterminer	Création de 2 postes de psychologues Education nationale
--	---------------------------	--

Le poste de psychologue Education nationale rattaché à l'école du bourg de Saint-Pée-sur-Nivelle sera rattaché à l'école élémentaire du Centre de Saint-Jean-de-Luz.

**ARTICLE 6 : Autres dispositifs et mesures :**

Création de 9 décharges de maîtres-formateurs

Création de 5 postes de remplaçants

Le poste de remplaçant rattaché à l'école élémentaire Boulaert d'Hendaye sera rattaché à l'école d'Ascain.

Le poste de remplaçant rattaché à l'école élémentaire de la Plage d'Hendaye sera rattaché à l'école maternelle de la Plage d'Hendaye.

Retrait d'un poste de conseiller pédagogique langues vivantes étrangères

0640811J	BEYRIE-SUR-JOYEUSE	Retrait de 0,50 poste d'itinérant basque
----------	--------------------	--

Les dispositifs UPEAA seront transformés en supports d'itinérants pour primo-arrivants rattachés à leur école actuelle d'implantation, sauf en ce qui concerne le dispositif UPEAA rattaché à l'école élémentaire Lissardy d'Hendaye qui sera transformé en poste d'itinérant pour primo-arrivants rattaché à l'école élémentaire de la Gare d'Hendaye.

**ARTICLE 7 : Fusions d'écoles et réorganisations scolaires :**

L'école maternelle des Lilas de Pau et l'école élémentaire des Lilas de Pau fusionnent et deviennent l'école primaire des Lilas de Pau (voir également l'article 4 du présent arrêté).

Dissolution du RPI Barcus / Chéraute.

Dissolution du RPI Lacq / Urdès.

**ARTICLE 8 :** Le secrétaire général de la direction des services départementaux de l'éducation nationale des Pyrénées-Atlantiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pau, le 13 mars 2024

L'inspecteur d'académie  
directeur académique des services  
de l'éducation nationale

François-Xavier PESTEL



Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement

64-2024-03-11-00003

Arrêté portant autorisation de travaux en site  
classé sur la commune d'Arcangues



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

## **ARRÊTÉ**

**portant autorisation de travaux en site classé  
sur la commune d'Arcangues**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.341-10, R.341-10 et R.341-11 ;

**Vu** l'arrêté du 22 octobre 1942 portant classement du site « Abords de la place d'Arcangues » ;

**Vu** la déclaration préalable n° 064 038 24B 0012 déposée le 9 février 2024 par la commune d'Arcangues pour requalifier la placette située entre l'école et le théâtre de la nature ;

**Vu** l'avis favorable de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine en date du 7 mars 2024 ;

**Vu** l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 29 février 2024 ;

**Considérant** que le projet de restauration et de requalification de la placette est cohérent avec la composition architecturale du site ;

**Considérant** que le projet contribue à améliorer la qualité paysagère du site classé ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

## **A R R Ê T É**

**Article premier :**

L'autorisation de travaux relative à la déclaration préalable n° 064 038 24B 0012 déposée le 9 février 2024 par la commune d'Arcangues est accordée.

**Article 2 :**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

**Article 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne et le maire d'Arcangues sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département des Pyrénées-Atlantiques, et dont copie sera adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et à l'Architecte des Bâtiments de France.

Pau, le **11 MARS 2024**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

**Martin LESAGE**

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement

64-2024-03-11-00002

Arrêté portant autorisation de travaux en site  
classé sur la commune de Saint-Jean-de-Luz



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

## **ARRÊTÉ**

**portant autorisation de travaux en site classé  
sur la commune de Saint-Jean-de-Luz**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.341-10, R.341-10 et R.341-11 ;

**Vu** l'arrêté du 06/11/1956 ; l'arrêté du 25/01/1960 et le décret du 15/02/1988 portant classement du site de la Pointe Sainte-Barbe ;

**Vu** la déclaration préalable n° 064 483 24B 0036 déposée le 1<sup>er</sup> février 2024 par la commune de Saint-Jean-de-Luz pour effectuer des travaux de ravalement de façade et de réfection de toiture sur un bâtiment du Spot Sainte-Barbe ;

**Vu** l'avis favorable de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine en date du 7 mars 2024 ;

**Vu** l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 7 mars 2024 ;

**Considérant** que le projet consiste à restaurer un bâtiment à l'identique ;

**Considérant** que le projet n'est pas de nature à altérer la qualité paysagère du site classé ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

## **A R R Ê T É**

15 rue Arthur Ranc,  
CS 60 539, 86 020 POITIERS CEDEX  
Téléphone: 05 49 55 63 63

[www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr](http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr)

1/2



**Article premier :**

L'autorisation de travaux relative à la déclaration préalable n° 064 483 24B 0036 déposée le 1<sup>er</sup> février 2024 par la commune de Saint-Jean-de-Luz est accordée.

**Article 2 :**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

**Article 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne et le maire de Saint-Jean-de-Luz sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département des Pyrénées-Atlantiques, et dont copie sera adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et à l'Architecte des Bâtiments de France.

Pau, le **11 MARS 2024**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

**Martin LESAGE**

Direction Régionale des douanes de Bayonne

64-2024-03-18-00001

2024 2 du 15/03/2024 Décision de subdélégation



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

BAYONNE, LE 15 MARS 2024

*DR Bayonne*  
6 RUE ALBERT 1ER CS 40002  
64109 BAYONNE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *TANGUY Yann*  
Téléphone : 09 70 27 58 30  
Télécopie : 05 59 31 46 11  
Mél : [dr-bayonne@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-bayonne@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2024/2 du directeur régional à BAYONNE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*TANGUY Yann*

Annexe I à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional *TANGUY Yann*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
<b>BERNARD Bertrand</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité

**Annexe II à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional TANGUY Yann**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
LEONNEC Didier	0	0	0	0	10000
MEGAIDES Christophe	0	0	0	0	10000
BERNARD Bertrand	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
GOITIA Sylvie	0	0	0	0	20000
MUGICA Sebastien	0	0	0	0	20000
ALLIANCE Laurent	0	0	0	0	2500
ARHIE MACHU Marie-Christine	0	0	0	0	2500
ARPOULET Vincent	0	0	0	0	1000
BAREIT Aurelien	0	0	0	0	1000
BEYRIES Christophe	0	0	0	0	2500
BRETON Jean-Michel	0	0	0	0	5000
CARIMALO Dorine	0	0	0	0	1000
CORNU Jerome	0	0	0	0	1000
DE BARROS Catherine	0	0	0	0	2500
DECHAUD Eric	0	0	0	0	1000
DOLET-FAYET Baptiste	0	0	0	0	1000
DOUGNAC Jerome	0	0	0	0	2500
DUFAU Jean-Christophe	0	0	0	0	5000
DUFAU Sylvie	0	0	0	0	2500
DULUC Axel	0	0	0	0	1000
DUPONT Olivier	0	0	0	0	2500
EGLINGER Jerome	0	0	0	0	1000
ELIE Nicolas	0	0	0	0	1000
ESCOFFIER Philippe	0	0	0	0	2500
EUGENE Alain	0	0	0	0	2500
FABRE Elise	0	0	0	0	2500
FABRE Jean-Francois	0	0	0	0	2500
FERRARI Fabrice	0	0	0	0	2500
GACHOT Alexis	0	0	0	0	1000
GIRARD Jerome	0	0	0	0	1000
GOMEZ Marine	0	0	0	0	1000
GUTIERREZ Michel	0	0	0	0	1000
JACQUES Fabrice	0	0	0	0	1000

<b>JAUNY Jean-Raymond</b>	0	0	0	0	1000
<b>JOLLY Remy</b>	0	0	0	0	1000
<b>LABORDE Denis</b>	0	0	0	0	2500
<b>LANCHANTIN Sylvain</b>	0	0	0	0	2500
<b>LANGE Pauline</b>	0	0	0	0	1000
<b>LASSEGUETTE Laurence</b>	0	0	0	0	5000
<b>LATAPIE Fabrice</b>	0	0	0	0	2500
<b>LAURENT Lydie</b>	0	0	0	0	1000
<b>LE GAL Christophe</b>	0	0	0	0	1000
<b>LE MENER Martine</b>	0	0	0	0	1000
<b>LOUPS Jerome</b>	0	0	0	0	1000
<b>LUCAS Isabelle</b>	0	0	0	0	1000
<b>MARTINS Antoine</b>	0	0	0	0	1000
<b>MENEGON Emmanuelle</b>	0	0	0	0	2500
<b>MONCASSIN Caroline</b>	0	0	0	0	2500
<b>OLIVAN Serge</b>	0	0	0	0	1000
<b>QUESADA Aurelie</b>	0	0	0	0	1000
<b>RABEAU Christelle</b>	0	0	0	0	2500
<b>RENARD Bruno</b>	0	0	0	0	1000
<b>SABOURIN Frederic</b>	0	0	0	0	1000
<b>SAINT-SEVIN Helene</b>	0	0	0	0	2500
<b>SAINTRAIS Stephane</b>	0	0	0	0	2500
<b>SAUVAGE Julie</b>	0	0	0	0	1000
<b>SIMON Julien</b>	0	0	0	0	1000
<b>SOUVAIRAN Patrick</b>	0	0	0	0	1000
<b>TRESFIELD Lucile</b>	0	0	0	0	2500
<b>VALLS Yannick</b>	0	0	0	0	1000
<b>VANHOOLAND Frederic</b>	0	0	0	0	1000
<b>VERDIER Thierry</b>	0	0	0	0	1000
<b>VOGT Bruno</b>	0	0	0	0	2500
<b>YOUNIR Kamel</b>	0	0	0	0	2500
<b>ANSQUER Christelle</b>	0	0	0	0	2500
<b>BOYER Frederic</b>	0	0	0	0	1000
<b>COURREGELONGUE Eric</b>	0	0	0	0	5000
<b>CRUAGNES Cyril</b>	0	0	0	0	2500
<b>DAUDE Melissa</b>	0	0	0	0	1000
<b>DUVERGER Maxime</b>	0	0	0	0	2500
<b>ELISSALDE Mathieu</b>	0	0	0	0	1000
<b>ESTEFFE Franck</b>	0	0	0	0	1000
<b>FOURNIER Alexis</b>	0	0	0	0	2500
<b>GAYRAUD Pierre</b>	0	0	0	0	5000
<b>GRACIET Manuela</b>	0	0	0	0	2500
<b>HAMEL Stephane</b>	0	0	0	0	2500

<b>HORTA Angeline</b>	0	0	0	0	1000
<b>INTERING Candice</b>	0	0	0	0	1000
<b>JACQUEY-CLAUSS Philippe</b>	0	0	0	0	1000
<b>LAVERGNE Julien</b>	0	0	0	0	1000
<b>LEICHNER Maylis</b>	0	0	0	0	2500
<b>MARTEAUX Pierre-Henri</b>	0	0	0	0	2500
<b>MARTINACHE Melanie</b>	0	0	0	0	2500
<b>OUSMANE David</b>	0	0	0	0	1000
<b>PERRIN Franck</b>	0	0	0	0	2500
<b>PONTALLIER Simon</b>	0	0	0	0	1000
<b>RICHARD Maxence</b>	0	0	0	0	1000
<b>SAUBION Florian</b>	0	0	0	0	1000
<b>SAUVAGE Frederic</b>	0	0	0	0	2500
<b>WARMEZ Gaetan</b>	0	0	0	0	1000
<b>ZITO Coralie</b>	0	0	0	0	2500
<b>BIDOUARD Laurent</b>	0	0	0	0	1000
<b>BONIT Jeremy</b>	0	0	0	0	1000
<b>BRULLON David</b>	0	0	0	0	5000
<b>CABROL Antoine</b>	0	0	0	0	1000
<b>CANDAU Christian</b>	0	0	0	0	2500
<b>CIAMPORCIERO Fabien</b>	0	0	0	0	2500
<b>COULIS Luc</b>	0	0	0	0	1000
<b>DAUMAS Nicolas</b>	0	0	0	0	1000
<b>DE JESUS Guillaume</b>	0	0	0	0	5000
<b>DOUDARD Samuel</b>	0	0	0	0	2500
<b>DROPSY Sophie</b>	0	0	0	0	2500
<b>DUFFAUT Marina</b>	0	0	0	0	1000
<b>FOURTINE Bernard</b>	0	0	0	0	2500
<b>GUILLOT Catherine</b>	0	0	0	0	1000
<b>HASCOET Yves-Laurent</b>	0	0	0	0	1000
<b>IBARRA Emmanuel</b>	0	0	0	0	1000
<b>KASPRZAK Jerome</b>	0	0	0	0	2500
<b>LAPORTE Sandrine</b>	0	0	0	0	2500
<b>MAHIOUS Salim</b>	0	0	0	0	2500
<b>MARTIAL Julia</b>	0	0	0	0	1000
<b>MENEGON David</b>	0	0	0	0	1000
<b>MOUGAMADOU Alain</b>	0	0	0	0	1000
<b>PAINDAVOINE Philippe</b>	0	0	0	0	1000
<b>PARIS David</b>	0	0	0	0	2500
<b>PERRIN Hinda</b>	0	0	0	0	1000
<b>POMIES Julien</b>	0	0	0	0	2500
<b>SABATHE Nathalie</b>	0	0	0	0	2500
<b>SALVATORE Jerome</b>	0	0	0	0	1000



<b>SANSOT Hugo</b>	0	0	0	0	2500
<b>SAUSSES Beatrice</b>	0	0	0	0	2500
<b>TOURNEL Xavier</b>	0	0	0	0	2500
<b>UHEL Stephanie</b>	0	0	0	0	2500
<b>VEDRENNE Paul</b>	0	0	0	0	2500
<b>WALTER Mickael</b>	0	0	0	0	2500
<b>BURNET Xavier</b>	0	0	0	0	2500
<b>CARRE Olivier</b>	0	0	0	0	2500
<b>ETCHETO Chloe</b>	0	0	0	0	1000
<b>GUILLOT Eric</b>	0	0	0	0	2500
<b>HOURCASTAGNE Thomas</b>	0	0	0	0	2500
<b>LABEYRIE Gerard</b>	0	0	0	0	2500
<b>LAMY Marceau</b>	0	0	0	0	1000
<b>LATXAGUE Christian</b>	0	0	0	0	2500
<b>LE FOLL Sebastien</b>	0	0	0	0	5000
<b>MARY Remi</b>	0	0	0	0	1000
<b>MILLIER Sebastien</b>	0	0	0	0	2500
<b>MONLONG Maryse</b>	0	0	0	0	1000
<b>POVEDA Cedric</b>	0	0	0	0	2500
<b>TESMOINGT Vincent</b>	0	0	0	0	1000
<b>VERMEIRE Marie-Anne</b>	0	0	0	0	1000
<b>VERMEIRE Floriane</b>	0	0	0	0	2500
<b>VESCHI Jean-Christophe</b>	0	0	0	0	1000
<b>AUDAP Catherine</b>	0	0	0	0	10000
<b>CADET Cyril</b>	0	0	0	0	5000
<b>HAMANN Frederic</b>	0	0	0	0	5000
<b>LARRAMENDY Marie-Pierre</b>	0	0	0	0	5000
<b>MORA Pascal</b>	0	0	0	0	20000
<b>PORIEL Alain</b>	0	0	0	0	5000
<b>RENAUX Nathalie</b>	0	0	0	0	10000
<b>CASTELLANO Florian</b>	0	0	0	0	2500
<b>CAZAUX Ludovic</b>	0	0	0	0	1000
<b>DEJARDIN Mathieu</b>	0	0	0	0	1000
<b>DOMONT Sebastien</b>	0	0	0	0	2500
<b>DORE Jocelyn</b>	0	0	0	0	1000
<b>GRACIES-INGRAO Jennifer</b>	0	0	0	0	5000
<b>GROLLEAU Marie-Pierre</b>	0	0	0	0	1000
<b>LABORDE Thierry</b>	0	0	0	0	2500
<b>MAYS Coralie</b>	0	0	0	0	1000
<b>NUNE Quentin</b>	0	0	0	0	2500
<b>ROMARY Frederic</b>	0	0	0	0	1000
<b>ANDRES Patricia</b>	0	0	0	0	2500
<b>AUGUSTYNIAK Aurelie</b>	0	0	0	0	1000

<b>BELLEGARDE Laurent</b>	0	0	0	0	1000
<b>BERNARDI Fabien</b>	0	0	0	0	2500
<b>BLANCHON Michael</b>	0	0	0	0	2500
<b>BOURGUET Laurent</b>	0	0	0	0	1000
<b>CANTELAUBE Marine</b>	0	0	0	0	2500
<b>DESTOUET Eric</b>	0	0	0	0	1000
<b>FOURTINE Laurent</b>	0	0	0	0	1000
<b>GAMBART Constance</b>	0	0	0	0	2500
<b>GUILLEMET Denis</b>	0	0	0	0	1000
<b>HELLEU Gwenn</b>	0	0	0	0	1000
<b>JALLAN Emmanuel</b>	0	0	0	0	2500
<b>LABROY Anthony</b>	0	0	0	0	2500
<b>LAHOUE Stephanie</b>	0	0	0	0	2500
<b>LANNES Guillaume</b>	0	0	0	0	1000
<b>LELOIR Ludovic</b>	0	0	0	0	1000
<b>LORENZO Benoit</b>	0	0	0	0	1000
<b>ORNAT Joaquim</b>	0	0	0	0	1000
<b>PARNAUD Miguel</b>	0	0	0	0	1000
<b>PERE Fabien</b>	0	0	0	0	1000
<b>PUCHEUX Sonia</b>	0	0	0	0	2500
<b>RICHARD Jennifer</b>	0	0	0	0	1000
<b>SOLANS Romain</b>	0	0	0	0	2500
<b>TOXE Jean-Francois</b>	0	0	0	0	2500
<b>VADELORGE Herve</b>	0	0	0	0	1000
<b>VALLON Franck</b>	0	0	0	0	5000
<b>VALTERSBERGER Bruno</b>	0	0	0	0	1000
<b>TRINCARD Laurent</b>	0	0	0	0	10000

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature****En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>BERTRAND Patrick</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CANDAU Maider</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MILLEROU JOUVE Mireille</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MINONDO Jean-Bernard</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NAZABAL Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CANNERE Jean-Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ALLIANCE Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ARHIE MACHU Marie-Christine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ARPOULET Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BAREIT Aurelien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BEYRIES Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BRETON Jean-Michel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CARIMALO Dorine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CORNU Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DE BARROS Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DECHAUD Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DOLET-FAYET Baptiste</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DOUGNAC Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUFAU Jean-Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUFAU Sylvie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DULUC Axel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUPONT Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>EGLINGER Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ELIE Nicolas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ESCOFFIER Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>EUGENE Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FABRE Jean-Francois</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FABRE Elise</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FERRARI Fabrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GACHOT Alexis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GIRARD Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GOMEZ Marine</b>	15000	7500	1500	15000

<b>GUTIERREZ Michel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JACQUES Fabrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JAUNY Jean-Raymond</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JOLLY Remy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LABORDE Denis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LANCHANTIN Sylvain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LANGE Pauline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LASSEGUETTE Laurence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LATAPIE Fabrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAURENT Lydie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LE GAL Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LE MENER Martine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LOUPS Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LUCAS Isabelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTINS Antoine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MENEGON Emmanuelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONCASSIN Caroline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OLIVAN Serge</b>	15000	7500	1500	15000
<b>QUESADA Aurelie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RABEAU Christelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RENARD Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SABOURIN Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAINT-SEVIN Helene</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAINTRAIS Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAUVAGE Julie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SIMON Julien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SOUVAIRAN Patrick</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TRESFIELD Lucile</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VALLS Yannick</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VANHOOLAND Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERDIER Thierry</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VOGT Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>YOUNIR Kamel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ANSQUER Christelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOYER Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COURREGELONGUE Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CRUAGNES Cyril</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAUDE Melissa</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUVERGER Maxime</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ELISSALDE Mathieu</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ESTEFFE Franck</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURNIER Alexis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	15000	7500	1500	15000

<b>GRACIET Manuela</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HAMEL Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HORTA Angeline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>INTERING Candice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JACQUEY-CLAUSS Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAVERGNE Julien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LEICHNER Maylis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTEAUX Pierre-Henri</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTINACHE Melanie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OUSMANE David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PERRIN Franck</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PONTALIER Simon</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RICHARD Maxence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAUBION Florian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAUVAGE Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ZITO Coralie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BIDOUARD Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BONIT Jeremy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BRULLON David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CABROL Antoine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CANDAU Christian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CIAMPORCIERO Fabien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COULIS Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAUMAS Nicolas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DE JESUS Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DOUDARD Samuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DROPSY Sophie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUFFAUT Marina</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURTINE Bernard</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUILLOT Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HASCOET Yves-Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>IBARRA Emmanuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>KASPRZAK Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAPORTE Sandrine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MAHIOUS Salim</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTIAL Julia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MENEGON David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOUGAMADOU Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PAINDAVOINE Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PARIS David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PERRIN Hinda</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POMIES Julien</b>	15000	7500	1500	15000

<b>SABATHE Nathalie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SALVATORE Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SANSOT Hugo</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAUSSES Beatrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TOURNEL Xavier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>UHEL Stephanie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VEDRENNE Paul</b>	15000	7500	1500	15000
<b>WALTER Mickael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BURNET Xavier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CARRE Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ETCHETO Chloe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUILLOT Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HOURCASTAGNE Thomas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LABEYRIE Gerard</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAMY Marceau</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LATXAGUE Christian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LE FOLL Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARY Remi</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MILLIER Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONLONG Maryse</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POVEDA Cedric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TESMOINGT Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERMEIRE Marie-Anne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERMEIRE Floriane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VESCHI Jean-Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AUDAP Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CADET Cyril</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAMGRAND Eric</b>	10000	1000	1500	10000
<b>COUMES Bruno</b>	2000	800	1000	2000
<b>DAHMANI Amine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HAMANN Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LANGLADE Helene</b>	10000	1000	1500	10000
<b>LARRAMENDY Marie-Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAUGA Eric</b>	10000	1000	1500	10000
<b>MARCOLIN Christine</b>	2000	800	1000	2000
<b>MINJOU Alain</b>	10000	1000	1500	10000
<b>NOYES Caroline</b>	10000	1000	1500	10000
<b>OIGNON Virginie</b>	10000	1000	1500	10000
<b>PEREZ Thierry</b>	10000	1000	1500	10000
<b>ALBA Paul</b>	10000	1000	1500	10000
<b>AUGE Florence</b>	10000	1000	1500	10000
<b>COIGDARRIPPE Marie-Angele</b>	10000	1000	1500	10000
<b>CORREARD Christelle</b>	2000	800	1000	2000

<b>LONDAIZ Laurent</b>	10000	1000	1500	10000
<b>MARRIMPOEY CADET Marie-Claude</b>	10000	1000	1500	10000
<b>PAULIEN Regine</b>	2000	800	1000	2000
<b>PORIEL Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RAOUL Jean-Francois</b>	10000	1000	1500	10000
<b>RENAUX Nathalie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CASTELLANO Florian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAZAUX Ludovic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DEJARDIN Mathieu</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DOMONT Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DORE Jocelyn</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GRACIES-INGRAO Jennifer</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GROLLEAU Marie-Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LABORDE Thierry</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MAYS Coralie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NUNE Quentin</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROMARY Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ANDRES Patricia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AUGUSTYNIAK Aurelie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BELLEGARDE Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BERNARDI Fabien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BLANCHON Michael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOURGUET Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CANTELAUBE Marine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DESTOUET Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURTINE Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GAMBART Constance</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUILLEMET Denis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HELLEU Gwenn</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JALLAN Emmanuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LABROY Anthony</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAHOUE Stephanie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LANNES Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LELOIR Ludovic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LORENZO Benoit</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ORNAT Joaquim</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PARNAUD Miguel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PERE Fabien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PUCHEUX Sonia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RICHARD Jennifer</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SOLANS Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TOXE Jean-Francois</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VADELORGE Herve</b>	15000	7500	1500	15000

<b>VALLON Franck</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VALTERSPERGER Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CARRESSE Pascale</b>	2000	800	1000	2000
<b>GROCQ Helene</b>	10000	1000	1500	10000
<b>PAULMIER Laurence</b>	10000	1000	1500	10000
<b>TRINCARD Laurent</b>	15000	7500	1500	15000



**Annexe IV à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional TANGUY Yann**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BERTRAND Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>CANDAU Maider</b>	1000	4500	8000
<b>MILLEROU JOUVE Mireille</b>	1500	7500	15000
<b>MINONDO Jean-Bernard</b>	1000	4500	8000
<b>NAZABAL Pierre</b>	1000	4500	8000
<b>CANNERE Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>ALLIANCE Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>ARHIE MACHU Marie-Christine</b>	1500	7500	15000
<b>ARPOULET Vincent</b>	1000	4500	8000
<b>BAREIT Aurelien</b>	1000	4500	8000
<b>BEYRIES Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BRETON Jean-Michel</b>	1500	7500	15000
<b>CARIMALO Dorine</b>	1000	4500	8000
<b>CORNU Jerome</b>	1000	4500	8000
<b>DE BARROS Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>DECHAUD Eric</b>	1000	4500	8000
<b>DOLET-FAYET Baptiste</b>	1000	4500	8000
<b>DOUGNAC Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DUFAU Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DUFAU Sylvie</b>	1500	7500	15000
<b>DULUC Axel</b>	1000	4500	8000
<b>DUPONT Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>EGLINGER Jerome</b>	1000	4500	8000
<b>ELIE Nicolas</b>	1000	4500	8000
<b>ESCOFFIER Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>EUGENE Alain</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Elise</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>FERRARI Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>GACHOT Alexis</b>	1000	4500	8000
<b>GIRARD Jerome</b>	1000	4500	8000
<b>GOMEZ Marine</b>	1000	4500	8000
<b>GUTIERREZ Michel</b>	1000	4500	8000
<b>JACQUES Fabrice</b>	1000	4500	8000

<b>JAUNY Jean-Raymond</b>	1000	4500	8000
<b>JOLLY Remy</b>	1000	4500	8000
<b>LABORDE Denis</b>	1500	7500	15000
<b>LANCHANTIN Sylvain</b>	1500	7500	15000
<b>LANGE Pauline</b>	1000	4500	8000
<b>LASSEGUETTE Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>LATAPIE Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>LAURENT Lydie</b>	1000	4500	8000
<b>LE GAL Christophe</b>	1000	4500	8000
<b>LE MENER Martine</b>	1000	4500	8000
<b>LOUPS Jerome</b>	1000	4500	8000
<b>LUCAS Isabelle</b>	1000	4500	8000
<b>MARTINS Antoine</b>	1000	4500	8000
<b>MENEGON Emmanuelle</b>	1500	7500	15000
<b>MONCASSIN Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>OLIVAN Serge</b>	1000	4500	8000
<b>QUESADA Aurelie</b>	1000	4500	8000
<b>RABEAU Christelle</b>	1500	7500	15000
<b>RENARD Bruno</b>	1000	4500	8000
<b>SABOURIN Frederic</b>	1000	4500	8000
<b>SAINT-SEVIN Helene</b>	1500	7500	15000
<b>SAINTRAIS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>SAUVAGE Julie</b>	1000	4500	8000
<b>SIMON Julien</b>	1000	4500	8000
<b>SOUVAIRAN Patrick</b>	1000	4500	8000
<b>TRESFIELD Lucile</b>	1500	7500	15000
<b>VALLS Yannick</b>	1000	4500	8000
<b>VANHOOLAND Frederic</b>	1000	4500	8000
<b>VERDIER Thierry</b>	1000	4500	8000
<b>VOGT Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>YOUNIR Kamel</b>	1500	7500	15000
<b>ANSQUER Christelle</b>	1500	7500	15000
<b>BOYER Frederic</b>	1000	4500	8000
<b>COURREGELONGUE Eric</b>	1500	7500	15000
<b>CRUAGNES Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>DAUDE Melissa</b>	1000	4500	8000
<b>DUVERGER Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>ELISSALDE Mathieu</b>	1000	4500	8000
<b>ESTEFFE Franck</b>	1000	4500	8000
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	7500	15000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>GRACIET Manuela</b>	1500	7500	15000
<b>HAMEL Stephane</b>	1500	7500	15000

<b>HORTA Angeline</b>	1000	4500	8000
<b>INTERING Candice</b>	1000	4500	8000
<b>JACQUEY-CLAUSS Philippe</b>	1000	4500	8000
<b>LAVERGNE Julien</b>	1000	4500	8000
<b>LEICHNER Maylis</b>	1500	7500	15000
<b>MARTEAUX Pierre-Henri</b>	1500	7500	15000
<b>MARTINACHE Melanie</b>	1500	7500	15000
<b>OUSMANE David</b>	1000	4500	8000
<b>PERRIN Franck</b>	1500	7500	15000
<b>PONTALLIER Simon</b>	1000	4500	8000
<b>RICHARD Maxence</b>	1000	4500	8000
<b>SAUBION Florian</b>	1000	4500	8000
<b>SAUVAGE Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	1000	4500	8000
<b>ZITO Coralie</b>	1500	7500	15000
<b>BIDOUARD Laurent</b>	1000	4500	8000
<b>BONIT Jeremy</b>	1000	4500	8000
<b>BRULLON David</b>	1500	7500	15000
<b>CABROL Antoine</b>	1000	4500	8000
<b>CANDAU Christian</b>	1500	7500	15000
<b>CIAMPORCIERO Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>COULIS Luc</b>	1000	4500	8000
<b>DAUMAS Nicolas</b>	1000	4500	8000
<b>DE JESUS Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>DOUDARD Samuel</b>	1500	7500	15000
<b>DROPSY Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>DUFFAUT Marina</b>	1000	4500	8000
<b>FOURTINE Bernard</b>	1500	7500	15000
<b>GUILLOT Catherine</b>	1000	4500	8000
<b>HASCOET Yves-Laurent</b>	1000	4500	8000
<b>IBARRA Emmanuel</b>	1000	4500	8000
<b>KASPRZAK Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>LAPORTE Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>MAHIOUS Salim</b>	1500	7500	15000
<b>MARTIAL Julia</b>	1000	4500	8000
<b>MENEGON David</b>	1000	4500	8000
<b>MOUGAMADOU Alain</b>	1000	4500	8000
<b>PAINDAVOINE Philippe</b>	1000	4500	8000
<b>PARIS David</b>	1500	7500	15000
<b>PERRIN Hinda</b>	1000	4500	8000
<b>POMIES Julien</b>	1500	7500	15000
<b>SABATHE Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>SALVATORE Jerome</b>	1000	4500	8000

<b>SANSOT Hugo</b>	1500	7500	15000
<b>SAUSSES Beatrice</b>	1500	7500	15000
<b>TOURNEL Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>UHEL Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>VEDRENNE Paul</b>	1500	7500	15000
<b>WALTER Mickael</b>	1500	7500	15000
<b>BURNET Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>CARRE Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>ETCHETO Chloe</b>	1000	4500	8000
<b>GUILLOT Eric</b>	1500	7500	15000
<b>HOURCASTAGNE Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>LABEYRIE Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>LAMY Marceau</b>	1000	4500	8000
<b>LATXAGUE Christian</b>	1500	7500	15000
<b>LE FOLL Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MARY Remi</b>	1000	4500	8000
<b>MILLIER Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MONLONG Maryse</b>	1000	4500	8000
<b>POVEDA Cedric</b>	1500	7500	15000
<b>TESMOINGT Vincent</b>	1000	4500	8000
<b>VERMEIRE Marie-Anne</b>	1000	4500	8000
<b>VERMEIRE Floriane</b>	1500	7500	15000
<b>VESCHI Jean-Christophe</b>	1000	4500	8000
<b>CASTELLANO Florian</b>	1500	7500	15000
<b>CAZAUX Ludovic</b>	1000	4500	8000
<b>DEJARDIN Mathieu</b>	1000	4500	8000
<b>DOMONT Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>DORE Jocelyn</b>	1000	4500	8000
<b>GRACIES-INGRAO Jennifer</b>	1500	7500	15000
<b>GROLLEAU Marie-Pierre</b>	1000	4500	8000
<b>LABORDE Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>MAYS Coralie</b>	1000	4500	8000
<b>NUNE Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>ROMARY Frederic</b>	1000	4500	8000
<b>ANDRES Patricia</b>	1500	7500	15000
<b>AUGUSTYNIAK Aurelie</b>	1000	4500	8000
<b>BELLEGARDE Laurent</b>	1000	4500	8000
<b>BERNARDI Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHON Michael</b>	1500	7500	15000
<b>BOURGUET Laurent</b>	1000	4500	8000
<b>CANTELAUBE Marine</b>	1500	7500	15000
<b>DESTOUET Eric</b>	1000	4500	8000
<b>FOURTINE Laurent</b>	1000	4500	8000

<b>GAMBART Constance</b>	1500	7500	15000
<b>GUILLEMET Denis</b>	1000	4500	8000
<b>HELLEU Gwenn</b>	1000	4500	8000
<b>JALLAN Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>LABROY Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>LAHOUE Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>LANNES Guillaume</b>	1000	4500	8000
<b>LELOIR Ludovic</b>	1000	4500	8000
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	4500	8000
<b>ORNAT Joaquim</b>	1000	4500	8000
<b>PARNAUD Miguel</b>	1000	4500	8000
<b>PERE Fabien</b>	1000	4500	8000
<b>PUCHEUX Sonia</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Jennifer</b>	1000	4500	8000
<b>SOLANS Romain</b>	1500	7500	15000
<b>TOXE Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>VADELORGE Herve</b>	1000	4500	8000
<b>VALLON Franck</b>	1500	7500	15000
<b>VALTERSBERGER Bruno</b>	1000	4500	8000

**Annexe V à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional TANGUY Yann**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>ABGRALL ABHAMON OLLIVIER Bruno</b>	5000	15000	45000
<b>LACABANNE Eric</b>	3000	10000	30000
<b>LALOI Beatrice</b>	3000	10000	30000
<b>LEONNEC Didier</b>	5000	15000	45000
<b>MEGAIDES Christophe</b>	3000	10000	30000
<b>SERANO GROCQ Sabine</b>	3000	10000	30000
<b>ALLIANCE Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>ARHIE MACHU Marie-Christine</b>	1500	7500	15000
<b>ARPOULET Vincent</b>	1000	4500	11250
<b>BAREIT Aurelien</b>	1000	4500	11250
<b>BEYRIES Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BRETON Jean-Michel</b>	3000	10000	30000
<b>CARIMALO Dorine</b>	1000	4500	11250
<b>CORNU Jerome</b>	1000	4500	11250
<b>DE BARROS Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>DECHAUD Eric</b>	1000	4500	11250
<b>DOLET-FAYET Baptiste</b>	1000	4500	11250
<b>DOUGNAC Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DUFAU Sylvie</b>	1500	7500	15000
<b>DUFAU Jean-Christophe</b>	3000	10000	30000
<b>DULUC Axel</b>	1000	4500	11250
<b>DUPONT Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>EGLINGER Jerome</b>	1000	4500	11250
<b>ELIE Nicolas</b>	1000	4500	11250
<b>ESCOFFIER Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>EUGENE Alain</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Elise</b>	1500	7500	15000
<b>FERRARI Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>GACHOT Alexis</b>	1000	4500	11250
<b>GIRARD Jerome</b>	1000	4500	11250
<b>GOMEZ Marine</b>	1000	4500	11250
<b>GUTIERREZ Michel</b>	1000	4500	11250
<b>JACQUES Fabrice</b>	1000	4500	11250

<b>JAUNY Jean-Raymond</b>	1000	4500	11250
<b>JOLLY Remy</b>	1000	4500	11250
<b>LABORDE Denis</b>	1500	7500	15000
<b>LANCHANTIN Sylvain</b>	1500	7500	15000
<b>LANGE Pauline</b>	1000	4500	11250
<b>LASSEGUETTE Laurence</b>	3000	10000	30000
<b>LATAPIE Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>LAURENT Lydie</b>	1000	4500	11250
<b>LE GAL Christophe</b>	1000	4500	11250
<b>LE MENER Martine</b>	1000	4500	11250
<b>LOUPS Jerome</b>	1000	4500	11250
<b>LUCAS Isabelle</b>	1000	4500	11250
<b>MARTINS Antoine</b>	1000	4500	11250
<b>MENEGON Emmanuelle</b>	1500	7500	15000
<b>MONCASSIN Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>OLIVAN Serge</b>	1000	4500	11250
<b>QUESADA Aurelie</b>	1000	4500	11250
<b>RABEAU Christelle</b>	3000	10000	30000
<b>RENARD Bruno</b>	1000	4500	11250
<b>SABOURIN Frederic</b>	1000	4500	11250
<b>SAINT-SEVIN Helene</b>	1500	7500	15000
<b>SAINTRAIS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>SAUVAGE Julie</b>	1000	4500	11250
<b>SIMON Julien</b>	1000	4500	11250
<b>SOUVAIRAN Patrick</b>	1000	4500	11250
<b>TRESFIELD Lucile</b>	1500	7500	15000
<b>VALLS Yannick</b>	1000	4500	11250
<b>VANHOOLAND Frederic</b>	1000	4500	11250
<b>VERDIER Thierry</b>	1000	4500	11250
<b>VOGT Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>YOUNIR Kamel</b>	1500	7500	15000
<b>ANSQUER Christelle</b>	3000	10000	30000
<b>BOYER Frederic</b>	1000	4500	11250
<b>COURREGELONGUE Eric</b>	3000	10000	30000
<b>CRUAGNES Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>DAUDE Melissa</b>	1000	4500	11250
<b>DUVERGER Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>ELISSALDE Mathieu</b>	1000	4500	11250
<b>ESTEFFE Franck</b>	1000	4500	11250
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	7500	15000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	3000	10000	30000
<b>GRACIET Manuela</b>	1500	7500	15000
<b>HAMEL Stephane</b>	1500	7500	15000

<b>HORTA Angeline</b>	1000	4500	11250
<b>INTERING Candice</b>	1000	4500	11250
<b>JACQUEY-CLAUSS Philippe</b>	1000	4500	11250
<b>LAVERGNE Julien</b>	1000	4500	11250
<b>LEICHTNER Maylis</b>	1500	7500	15000
<b>MARTEAUX Pierre-Henri</b>	3000	10000	30000
<b>MARTINACHE Melanie</b>	1500	7500	15000
<b>OUSMANE David</b>	1000	4500	11250
<b>PERRIN Franck</b>	1500	7500	15000
<b>PONTALLIER Simon</b>	1000	4500	11250
<b>RICHARD Maxence</b>	1000	4500	11250
<b>SAUBION Florian</b>	1000	4500	11250
<b>SAUVAGE Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	1000	4500	11250
<b>ZITO Coralie</b>	1500	7500	15000
<b>BIDOUARD Laurent</b>	1000	4500	11250
<b>BONIT Jeremy</b>	1000	4500	11250
<b>BRULLON David</b>	3000	10000	30000
<b>CABROL Antoine</b>	1000	4500	11250
<b>CANDAU Christian</b>	3000	10000	30000
<b>CIAMPORCIERO Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>COULIS Luc</b>	1000	4500	11250
<b>DAUMAS Nicolas</b>	1000	4500	11250
<b>DE JESUS Guillaume</b>	3000	10000	30000
<b>DOUDARD Samuel</b>	1500	7500	15000
<b>DROPSY Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>DUFFAUT Marina</b>	1000	4500	11250
<b>FOURTINE Bernard</b>	1500	7500	15000
<b>GUILLOT Catherine</b>	1000	4500	11250
<b>HASCOET Yves-Laurent</b>	1000	4500	11250
<b>IBARRA Emmanuel</b>	1000	4500	11250
<b>KASPRZAK Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>LAPORTE Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>MAHIOUS Salim</b>	1500	7500	15000
<b>MARTIAL Julia</b>	1000	4500	11250
<b>MENEGON David</b>	1000	4500	11250
<b>MOUGAMADOU Alain</b>	1000	4500	11250
<b>PAINDAVOINE Philippe</b>	1000	4500	11250
<b>PARIS David</b>	1500	7500	15000
<b>PERRIN Hinda</b>	1000	4500	11250
<b>POMIES Julien</b>	1500	7500	15000
<b>SABATHE Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>SALVATORE Jerome</b>	1000	4500	11250



<b>SANSOT Hugo</b>	1500	7500	15000
<b>SAUSSES Beatrice</b>	1500	7500	15000
<b>TOURNEL Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>UHEL Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>VEDRENNE Paul</b>	1500	7500	15000
<b>WALTER Mickael</b>	1500	7500	15000
<b>BURNET Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>CARRE Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>ETCHETO Chloe</b>	1000	4500	11250
<b>GUILLOT Eric</b>	1500	7500	15000
<b>HOURCASTAGNE Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>LABEYRIE Gerard</b>	3000	10000	30000
<b>LAMY Marceau</b>	1000	4500	11250
<b>LATXAGUE Christian</b>	1500	7500	15000
<b>LE FOLL Sebastien</b>	3000	10000	30000
<b>MARY Remi</b>	1000	4500	11250
<b>MILLIER Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MONLONG Maryse</b>	1000	4500	11250
<b>POVEDA Cedric</b>	1500	7500	15000
<b>TESMOINGT Vincent</b>	1000	4500	11250
<b>VERMEIRE Floriane</b>	1500	7500	15000
<b>VERMEIRE Marie-Anne</b>	1000	4500	11250
<b>VESCHI Jean-Christophe</b>	1000	4500	11250
<b>AUDAP Catherine</b>	5000	15000	45000
<b>CADET Cyril</b>	3000	10000	30000
<b>CAMGRAND Eric</b>	1500	7500	15000
<b>COUMES Bruno</b>	1000	4500	11250
<b>DAHMANI Amine</b>	1500	7500	15000
<b>HAMANN Frederic</b>	3000	10000	30000
<b>LANGLADE Helene</b>	1500	7500	15000
<b>LARRAMENDY Marie-Pierre</b>	3000	10000	30000
<b>LAUGA Eric</b>	1500	7500	15000
<b>MARCOLIN Christine</b>	1000	4500	11250
<b>MINJOU Alain</b>	1500	7500	15000
<b>NOYES Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>OIGNON Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>PEREZ Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>ALBA Paul</b>	1500	7500	15000
<b>AUGE Florence</b>	1500	7500	15000
<b>COIGDARRIPPE Marie-Angele</b>	1500	7500	15000
<b>CORREARD Christelle</b>	1000	4500	11250
<b>LONDAIZ Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>MARRIMPOEY CADET Marie-Claude</b>	1500	7500	15000

<b>PAULIEN Regine</b>	1000	4500	11250
<b>PORIEL Alain</b>	3000	10000	30000
<b>RAOUL Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>RENAUX Nathalie</b>	5000	15000	45000
<b>CASTELLANO Florian</b>	1500	7500	15000
<b>CAZAUX Ludovic</b>	1000	4500	11250
<b>DEJARDIN Mathieu</b>	1000	4500	11250
<b>DOMONT Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>DORE Jocelyn</b>	1000	4500	11250
<b>GRACIES-INGRAO Jennifer</b>	3000	10000	30000
<b>GROLLEAU Marie-Pierre</b>	1000	4500	11250
<b>LABORDE Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>MAYS Coralie</b>	1000	4500	11250
<b>NUNE Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>ROMARY Frederic</b>	1000	4500	11250
<b>ANDRES Patricia</b>	1500	7500	15000
<b>AUGUSTYNIAK Aurelie</b>	1000	4500	11250
<b>BELLEGARDE Laurent</b>	1000	4500	11250
<b>BERNARDI Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHON Michael</b>	1500	7500	15000
<b>BOURGUET Laurent</b>	1000	4500	11250
<b>CANTELAUBE Marine</b>	1500	7500	15000
<b>DESTOUET Eric</b>	1000	4500	11250
<b>FOURTINE Laurent</b>	1000	4500	11250
<b>GAMBART Constance</b>	1500	7500	15000
<b>GUILLEMET Denis</b>	1000	4500	11250
<b>HELLEU Gwenn</b>	1000	4500	11250
<b>JALLAN Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>LABROY Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>LAHOUE Stephanie</b>	3000	10000	30000
<b>LANNES Guillaume</b>	1000	4500	11250
<b>LELOIR Ludovic</b>	1000	4500	11250
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	4500	11250
<b>ORNAT Joaquim</b>	1000	4500	11250
<b>PARNAUD Miguel</b>	1000	4500	11250
<b>PERE Fabien</b>	1000	4500	11250
<b>PUCHEUX Sonia</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Jennifer</b>	1000	4500	11250
<b>SOLANS Romain</b>	1500	7500	15000
<b>TOXE Jean-Francois</b>	3000	10000	30000
<b>VADELORGE Herve</b>	1000	4500	11250
<b>VALLON Franck</b>	3000	10000	30000
<b>VALTERSPERGER Bruno</b>	1000	4500	11250

<b>CARRESSE Pascale</b>	1000	4500	11250
<b>GROCQ Helene</b>	1500	7500	15000
<b>PAULMIER Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>TRINCARD Laurent</b>	5000	15000	45000

Annexe VI à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional *TANGUY Yann*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>LEONNEC Didier</b>	10000	15000	300000
<b>BERNARD Bertrand</b>	100000	100000	300000
<b>GOITIA Sylvie</b>	50000	50000	300000
<b>MUGICA Sebastien</b>	50000	50000	300000
<b>MORA Pascal</b>	50000	50000	300000

**Annexe VII à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional TANGUY Yann**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
ALLIANCE Laurent	1500	600000
ARHIE MACHU Marie-Christine	1500	600000
ARPOULET Vincent	1000	600000
BAREIT Aurelien	1000	600000
BEYRIES Christophe	1500	600000
BRETON Jean-Michel	3000	600000
CARIMALO Dorine	1000	600000
CORNU Jerome	1000	600000
DE BARROS Catherine	1500	600000
DECHAUD Eric	1000	600000
DOLET-FAYET Baptiste	1000	600000
DOUGNAC Jerome	1500	600000
DUFAU Sylvie	1500	600000
DUFAU Jean-Christophe	3000	600000
DULUC Axel	1000	600000
DUPONT Olivier	1500	600000
EGLINGER Jerome	1000	600000
ELIE Nicolas	1000	600000
ESCOFFIER Philippe	1500	600000
EUGENE Alain	1500	600000
FABRE Jean-Francois	1500	600000
FABRE Elise	1500	600000
FERRARI Fabrice	1500	600000
GACHOT Alexis	1000	600000
GIRARD Jerome	1000	600000
GOMEZ Marine	1000	600000
GUTIERREZ Michel	1000	600000
JACQUES Fabrice	1000	600000
JAUNY Jean-Raymond	1000	600000
JOLLY Remy	1000	600000
LABORDE Denis	1500	600000
LANCHANTIN Sylvain	1500	600000
LANGE Pauline	1000	600000
LASSEGUETTE Laurence	3000	600000
LATAPIE Fabrice	1500	600000
LAURENT Lydie	1000	600000

<b>LE GAL Christophe</b>	1000	600000
<b>LE MENER Martine</b>	1000	600000
<b>LOUPS Jerome</b>	1000	600000
<b>LUCAS Isabelle</b>	1000	600000
<b>MARTINS Antoine</b>	1000	600000
<b>MENEGON Emmanuelle</b>	1500	600000
<b>MONCASSIN Caroline</b>	1500	600000
<b>OLIVAN Serge</b>	1000	600000
<b>QUESADA Aurelie</b>	1000	600000
<b>RABEAU Christelle</b>	3000	600000
<b>RENARD Bruno</b>	1000	600000
<b>SABOURIN Frederic</b>	1000	600000
<b>SAINT-SEVIN Helene</b>	1500	600000
<b>SAINTRAIS Stephane</b>	1500	600000
<b>SAUVAGE Julie</b>	1000	600000
<b>SIMON Julien</b>	1000	600000
<b>SOUVAIRAN Patrick</b>	1000	600000
<b>TRESFIELD Lucile</b>	1500	600000
<b>VALLS Yannick</b>	1000	600000
<b>VANHOOLAND Frederic</b>	1000	600000
<b>VERDIER Thierry</b>	1000	600000
<b>VOGT Bruno</b>	1500	600000
<b>YOUNIR Kamel</b>	1500	600000
<b>ANSQUER Christelle</b>	3000	600000
<b>BOYER Frederic</b>	1000	600000
<b>COURREGELONGUE Eric</b>	3000	600000
<b>CRUAGNES Cyril</b>	1500	600000
<b>DAUDE Melissa</b>	1000	600000
<b>DUVERGER Maxime</b>	1500	600000
<b>ELISSALDE Mathieu</b>	1000	600000
<b>ESTEFFE Franck</b>	1000	600000
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	600000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	3000	600000
<b>GRACIET Manuela</b>	1500	600000
<b>HAMEL Stephane</b>	1500	600000
<b>HORTA Angeline</b>	1000	600000
<b>INTERING Candice</b>	1000	600000
<b>JACQUEY-CLAUSS Philippe</b>	1000	600000
<b>LAVERGNE Julien</b>	1000	600000
<b>LEICHNER Maylis</b>	1500	600000
<b>MARTEAUX Pierre-Henri</b>	3000	600000
<b>MARTINACHE Melanie</b>	1500	600000
<b>OUSMANE David</b>	1000	600000

<b>PERRIN Franck</b>	1500	600000
<b>PONTALLIER Simon</b>	1000	600000
<b>RICHARD Maxence</b>	1000	600000
<b>SAUBION Florian</b>	1000	600000
<b>SAUVAGE Frederic</b>	1500	600000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	1000	600000
<b>ZITO Coralie</b>	1500	600000
<b>BIDOUARD Laurent</b>	1000	600000
<b>BONIT Jeremy</b>	1000	600000
<b>BRULLON David</b>	3000	600000
<b>CABROL Antoine</b>	1000	600000
<b>CANDAU Christian</b>	3000	600000
<b>CIAMPORCIERO Fabien</b>	1500	600000
<b>COULIS Luc</b>	1000	600000
<b>DAUMAS Nicolas</b>	1000	600000
<b>DE JESUS Guillaume</b>	3000	600000
<b>DOUDARD Samuel</b>	1500	600000
<b>DROPSY Sophie</b>	1500	600000
<b>DUFFAUT Marina</b>	1000	600000
<b>FOURTINE Bernard</b>	1500	600000
<b>GUILLOT Catherine</b>	1000	600000
<b>HASCOET Yves-Laurent</b>	1000	600000
<b>IBARRA Emmanuel</b>	1000	600000
<b>KASPRZAK Jerome</b>	1500	600000
<b>LAPORTE Sandrine</b>	1500	600000
<b>MAHIOUS Salim</b>	1500	600000
<b>MARTIAL Julia</b>	1000	600000
<b>MENEGON David</b>	1000	600000
<b>MOUGAMADOU Alain</b>	1000	600000
<b>PAINDAVOINE Philippe</b>	1000	600000
<b>PARIS David</b>	1500	600000
<b>PERRIN Hinda</b>	1000	600000
<b>POMIES Julien</b>	1500	600000
<b>SABATHE Nathalie</b>	1500	600000
<b>SALVATORE Jerome</b>	1000	600000
<b>SANSOT Hugo</b>	1500	600000
<b>SAUSSES Beatrice</b>	1500	600000
<b>TOURNEL Xavier</b>	1500	600000
<b>UHEL Stephanie</b>	1500	600000
<b>VEDRENNE Paul</b>	1500	600000
<b>WALTER Mickael</b>	1500	600000
<b>BURNET Xavier</b>	1500	600000
<b>CARRE Olivier</b>	1500	600000

<b>ETCHETO Chloe</b>	1000	600000
<b>GUILLOT Eric</b>	1500	600000
<b>HOURCASTAGNE Thomas</b>	1500	600000
<b>LABEYRIE Gerard</b>	3000	600000
<b>LAMY Marceau</b>	1000	600000
<b>LATXAGUE Christian</b>	1500	600000
<b>LE FOLL Sebastien</b>	3000	600000
<b>MARY Remi</b>	1000	600000
<b>MILLIER Sebastien</b>	1500	600000
<b>MONLONG Maryse</b>	1000	600000
<b>POVEDA Cedric</b>	1500	600000
<b>TESMOINGT Vincent</b>	1000	600000
<b>VERMEIRE Marie-Anne</b>	1000	600000
<b>VERMEIRE Floriane</b>	1500	600000
<b>VESCHI Jean-Christophe</b>	1000	600000
<b>AUDAP Catherine</b>	5000	600000
<b>CADET Cyril</b>	3000	600000
<b>CAMGRAND Eric</b>	1500	600000
<b>COUMES Bruno</b>	1000	600000
<b>DAHMANI Amine</b>	1500	600000
<b>HAMANN Frederic</b>	3000	600000
<b>LANGLADE Helene</b>	1500	600000
<b>LARRAMENDY Marie-Pierre</b>	3000	600000
<b>LAUGA Eric</b>	1500	600000
<b>MARCOLIN Christine</b>	1000	600000
<b>MINJOU Alain</b>	1500	600000
<b>NOYES Caroline</b>	1500	600000
<b>OIGNON Virginie</b>	1500	600000
<b>PEREZ Thierry</b>	1500	600000
<b>ALBA Paul</b>	1500	600000
<b>AUGE Florence</b>	1500	600000
<b>COIGDARRIPPE Marie-Angele</b>	1500	600000
<b>CORREARD Christelle</b>	1000	600000
<b>LONDAIZ Laurent</b>	1500	600000
<b>MARRIMPOEY CADET Marie-Claude</b>	1500	600000
<b>PAULIEN Regine</b>	1000	600000
<b>PORIEL Alain</b>	3000	600000
<b>RAOUL Jean-Francois</b>	1500	600000
<b>RENAUX Nathalie</b>	5000	600000
<b>CASTELLANO Florian</b>	1500	600000
<b>CAZAUX Ludovic</b>	1000	600000
<b>DEJARDIN Mathieu</b>	1000	600000
<b>DOMONT Sebastien</b>	1500	600000



<b>DORE Jocelyn</b>	1000	600000
<b>GRACIES-INGRAO Jennifer</b>	3000	600000
<b>GROLLEAU Marie-Pierre</b>	1000	600000
<b>LABORDE Thierry</b>	1500	600000
<b>MAYS Coralie</b>	1000	600000
<b>NUNE Quentin</b>	1500	600000
<b>ROMARY Frederic</b>	1000	600000
<b>ANDRES Patricia</b>	1500	600000
<b>AUGUSTYNIAC Aurelie</b>	1000	600000
<b>BELLEGARDE Laurent</b>	1000	600000
<b>BERNARDI Fabien</b>	1500	600000
<b>BLANCHON Michael</b>	1500	600000
<b>BOURGUET Laurent</b>	1000	600000
<b>CANTELAUBE Marine</b>	1500	600000
<b>DESTOUET Eric</b>	1000	600000
<b>FOURTINE Laurent</b>	1000	600000
<b>GAMBART Constance</b>	1500	600000
<b>GUILLEMET Denis</b>	1000	600000
<b>HELLEU Gwenn</b>	1000	600000
<b>JALLAN Emmanuel</b>	1500	600000
<b>LABROY Anthony</b>	1500	600000
<b>LAHOUZE Stephanie</b>	3000	600000
<b>LANNES Guillaume</b>	1000	600000
<b>LELOIR Ludovic</b>	1000	600000
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	600000
<b>ORNAT Joaquim</b>	1000	600000
<b>PARNAUD Miguel</b>	1000	600000
<b>PERE Fabien</b>	1000	600000
<b>PUCHEUX Sonia</b>	1500	600000
<b>RICHARD Jennifer</b>	1000	600000
<b>SOLANS Romain</b>	1500	600000
<b>TOXE Jean-Francois</b>	3000	600000
<b>VADELORGE Herve</b>	1000	600000
<b>VALLON Franck</b>	3000	600000
<b>VALTERSBERGER Bruno</b>	1000	600000
<b>CARRESSE Pascale</b>	1000	600000
<b>GROCQ Helene</b>	1500	600000
<b>PAULMIER Laurence</b>	1500	600000
<b>TRINCARD Laurent</b>	5000	600000

**Annexe VIII à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional TANGUY Yann**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>BERNARD Bertrand</b>	100000	600000
<b>GOITIA Sylvie</b>	50000	600000
<b>MUGICA Sebastien</b>	50000	600000
<b>MORA Pascal</b>	50000	600000

**Annexe IX à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional TANGUY Yann**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>LEONNEC Didier</b>	10000	300000
<b>BERNARD Bertrand</b>	100000	300000
<b>GOITIA Sylvie</b>	50000	300000
<b>MUGICA Sebastien</b>	50000	300000
<b>MORA Pascal</b>	50000	300000

**Annexe X à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional TANGUY Yann**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>LEONNEC Didier</b>	10000	300000
<b>BERNARD Bertrand</b>	100000	300000
<b>GOITIA Sylvie</b>	50000	300000
<b>MUGICA Sebastien</b>	50000	300000
<b>MORA Pascal</b>	50000	300000



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

BAYONNE, LE 15 MARS 2024

*DR Bayonne*  
6 RUE ALBERT 1ER CS 40002  
64109 BAYONNE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *TANGUY Yann*  
Téléphone : 09 70 27 58 30  
Télécopie : 05 59 31 46 11  
Mél : [dr-bayonne@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-bayonne@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2024/2 du directeur régional à BAYONNE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional  
TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional  
TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*



**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional  
TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 40445</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 41299</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42835</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42920</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42960</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43565</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 43627</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43808</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 44141</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44182</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44193</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44202</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44253</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44432</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44576</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44652</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44940</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45268</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45388</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45552</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45722</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45742</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46065</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46652</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46750</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 46806</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47419</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 50047</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 50130</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50186</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50390</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50554</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51380</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51450</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51636</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51996</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52461</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52632</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 52720</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53172</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 53304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53398</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53441</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53605</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53674</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 53678</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53730</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53904</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54087</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54108</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 54206</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54570</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54604</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54606</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 54788</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 55082</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 55206</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 55310</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 55402</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 55698</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56052</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 56094</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 56150</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 56296</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56372</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 56504</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 57236</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 57280</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 57312</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 57336</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 57350</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 57490</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58126</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58154</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 58438</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 58474</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 58700</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58722</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 58751</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58886</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59038</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59042</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59102</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59148</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59150</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59196</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59318</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59332</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59456</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59458</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59500</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59758</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59762</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59768</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59810</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59832</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59844</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59952</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60152</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60172</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 60186</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60266</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 60348</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60355</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60508</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60644</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 60654</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 60750</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60924</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 60968</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60990</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 61124</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61168</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61170</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61230</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61310</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61326</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61362</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61564</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61652</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61674</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61702</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61790</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61822</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61867</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62048</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62076</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62110</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62126</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62148</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62162</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62166</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62232</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62358</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62394</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62400</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62608</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62664</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62722</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62842</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62924</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62968</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62974</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63160</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63174</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63299</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63368</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63378</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63392</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63436</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63663</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63772</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63928</b>	1000	4500	8000

<b>Matricule 63956</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64096</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64104</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64138</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64256</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64272</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64372</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64430</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64624</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64666</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64864</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64956</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65002</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65026</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65039</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65050</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65298</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65568</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65638</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65964</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 66006</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 66214</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 66540</b>	1000	4500	8000

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV« 420D », « 420 », « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 35732</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 39763</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39811</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40445</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 40629</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41267</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 41299</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41467</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 41657</b>	5000	15000	45000
<b>Matricule 41827</b>	5000	15000	45000
<b>Matricule 42835</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 42920</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 42960</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 43034</b>	5000	15000	45000
<b>Matricule 43290</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 43565</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 43575</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 43627</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43808</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 44125</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44141</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44182</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44193</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44253</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44259</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 44297</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 44307</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 44432</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44529</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 44569</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 44589</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44652</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44675</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44874</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44940</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44975</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 45268</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45388</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45552</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45722</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 45742</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 46065</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46279</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 46652</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 46750</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 46806</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46915</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47419</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 50047</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50110</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50130</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50186</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 50390</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 50473</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50554</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51380</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51450</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51779</b>	5000	15000	45000
<b>Matricule 51821</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51848</b>	5000	15000	45000
<b>Matricule 51996</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52461</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52632</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 52720</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53172</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 53304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53398</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 53441</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 53595</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53605</b>	1500	7500	15000



<b>Matricule 53678</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53730</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53904</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54015</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54024</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54087</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54206</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54412</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54570</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54604</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54606</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 54788</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 55082</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 55206</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 55310</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 55402</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 55698</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55809</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 56052</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 56094</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 56150</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 56296</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56372</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 56504</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 57236</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 57280</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 57312</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 57336</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57350</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 57490</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58126</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58154</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 58438</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 58474</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 58700</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58722</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 58751</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58886</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59038</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59042</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59102</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59148</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59150</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 59196</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59318</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59332</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 59456</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59458</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59500</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59758</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59762</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59768</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59832</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59844</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59952</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60152</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60172</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 60186</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60266</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 60348</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60355</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60442</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 60508</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60644</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 60654</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 60750</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60924</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 60968</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60990</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61033</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 61124</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61168</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61170</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61230</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61310</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61326</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61362</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61564</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61652</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61674</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61702</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61790</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61822</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61867</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 62048</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62076</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62110</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62126</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62148</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62162</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62166</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62232</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62358</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62394</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62400</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62608</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62664</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62722</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62842</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62924</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62968</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62974</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63160</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63174</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63299</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63368</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63378</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63392</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63436</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63663</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63772</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63928</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63956</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64096</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64104</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64138</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64256</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64272</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64372</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64430</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64624</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64666</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64864</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64956</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65002</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65026</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65039</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 65050</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65298</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65568</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65638</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65964</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 66006</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 66214</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 66540</b>	1000	4500	11250

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional  
TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délict douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>Matricule 38982</b>	100000	100000	300000
<b>Matricule 41075</b>	50000	50000	300000
<b>Matricule 42991</b>	50000	50000	300000
<b>Matricule 43034</b>	10000	15000	300000
<b>Matricule 51732</b>	50000	50000	300000

Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional  
**TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
Matricule 35732	3000	600000
Matricule 39763	1500	600000
Matricule 39811	1500	600000
Matricule 40445	1000	600000
Matricule 40629	1500	600000
Matricule 41267	3000	600000
Matricule 41299	1500	600000
Matricule 41657	5000	600000
Matricule 41827	5000	600000
Matricule 42835	3000	600000
Matricule 42920	3000	600000
Matricule 42960	3000	600000
Matricule 43565	1000	600000
Matricule 43575	1000	600000
Matricule 43627	1500	600000
Matricule 43808	1000	600000
Matricule 44125	1500	600000
Matricule 44141	1500	600000
Matricule 44182	3000	600000
Matricule 44193	1500	600000
Matricule 44253	1500	600000
Matricule 44259	1000	600000
Matricule 44297	1000	600000
Matricule 44307	1000	600000
Matricule 44432	1500	600000
Matricule 44529	1500	600000
Matricule 44569	1000	600000
Matricule 44589	1500	600000
Matricule 44652	3000	600000
Matricule 44675	1500	600000
Matricule 44804	1500	600000

<b>Matricule 44874</b>	1500	600000
<b>Matricule 44940</b>	1500	600000
<b>Matricule 45268</b>	1500	600000
<b>Matricule 45388</b>	1500	600000
<b>Matricule 45552</b>	1500	600000
<b>Matricule 45722</b>	3000	600000
<b>Matricule 45742</b>	3000	600000
<b>Matricule 46065</b>	1500	600000
<b>Matricule 46652</b>	3000	600000
<b>Matricule 46750</b>	1000	600000
<b>Matricule 46806</b>	1500	600000
<b>Matricule 46915</b>	1500	600000
<b>Matricule 47419</b>	1000	600000
<b>Matricule 50047</b>	1500	600000
<b>Matricule 50110</b>	1500	600000
<b>Matricule 50130</b>	1500	600000
<b>Matricule 50186</b>	3000	600000
<b>Matricule 50390</b>	3000	600000
<b>Matricule 50473</b>	1500	600000
<b>Matricule 50554</b>	1500	600000
<b>Matricule 51380</b>	1500	600000
<b>Matricule 51450</b>	1500	600000
<b>Matricule 51821</b>	1500	600000
<b>Matricule 51848</b>	5000	600000
<b>Matricule 51996</b>	1500	600000
<b>Matricule 52240</b>	1500	600000
<b>Matricule 52461</b>	1500	600000
<b>Matricule 52632</b>	1000	600000
<b>Matricule 52720</b>	1500	600000
<b>Matricule 53172</b>	1000	600000
<b>Matricule 53304</b>	1500	600000
<b>Matricule 53398</b>	3000	600000
<b>Matricule 53441</b>	3000	600000
<b>Matricule 53595</b>	1500	600000
<b>Matricule 53605</b>	1500	600000
<b>Matricule 53678</b>	1500	600000
<b>Matricule 53730</b>	1500	600000
<b>Matricule 53904</b>	1500	600000
<b>Matricule 54015</b>	1500	600000
<b>Matricule 54024</b>	1500	600000
<b>Matricule 54087</b>	3000	600000
<b>Matricule 54206</b>	1500	600000
<b>Matricule 54412</b>	1500	600000

<b>Matricule 54570</b>	3000	600000
<b>Matricule 54604</b>	3000	600000
<b>Matricule 54606</b>	1000	600000
<b>Matricule 54788</b>	1000	600000
<b>Matricule 55082</b>	1000	600000
<b>Matricule 55206</b>	1000	600000
<b>Matricule 55310</b>	1000	600000
<b>Matricule 55402</b>	1000	600000
<b>Matricule 55698</b>	1500	600000
<b>Matricule 55809</b>	3000	600000
<b>Matricule 56052</b>	1000	600000
<b>Matricule 56094</b>	1000	600000
<b>Matricule 56150</b>	1000	600000
<b>Matricule 56296</b>	1500	600000
<b>Matricule 56372</b>	1000	600000
<b>Matricule 56504</b>	1000	600000
<b>Matricule 57236</b>	1000	600000
<b>Matricule 57280</b>	1000	600000
<b>Matricule 57312</b>	1000	600000
<b>Matricule 57336</b>	1500	600000
<b>Matricule 57350</b>	1000	600000
<b>Matricule 57490</b>	1500	600000
<b>Matricule 58126</b>	1500	600000
<b>Matricule 58154</b>	1000	600000
<b>Matricule 58438</b>	1000	600000
<b>Matricule 58474</b>	1000	600000
<b>Matricule 58700</b>	1500	600000
<b>Matricule 58722</b>	1000	600000
<b>Matricule 58751</b>	1500	600000
<b>Matricule 58886</b>	1500	600000
<b>Matricule 59038</b>	1500	600000
<b>Matricule 59042</b>	1500	600000
<b>Matricule 59102</b>	1000	600000
<b>Matricule 59148</b>	1500	600000
<b>Matricule 59150</b>	1500	600000
<b>Matricule 59196</b>	1500	600000
<b>Matricule 59318</b>	1500	600000
<b>Matricule 59332</b>	3000	600000
<b>Matricule 59456</b>	1500	600000
<b>Matricule 59458</b>	1000	600000
<b>Matricule 59500</b>	1500	600000
<b>Matricule 59758</b>	1000	600000
<b>Matricule 59762</b>	1000	600000



<b>Matricule 59768</b>	1000	600000
<b>Matricule 59832</b>	1000	600000
<b>Matricule 59844</b>	1000	600000
<b>Matricule 59952</b>	1500	600000
<b>Matricule 59984</b>	1500	600000
<b>Matricule 60152</b>	1500	600000
<b>Matricule 60172</b>	1000	600000
<b>Matricule 60186</b>	1500	600000
<b>Matricule 60266</b>	1000	600000
<b>Matricule 60348</b>	1500	600000
<b>Matricule 60355</b>	1500	600000
<b>Matricule 60442</b>	3000	600000
<b>Matricule 60508</b>	1500	600000
<b>Matricule 60644</b>	1000	600000
<b>Matricule 60654</b>	1000	600000
<b>Matricule 60750</b>	1500	600000
<b>Matricule 60924</b>	1000	600000
<b>Matricule 60968</b>	1500	600000
<b>Matricule 60990</b>	1500	600000
<b>Matricule 61033</b>	3000	600000
<b>Matricule 61124</b>	1000	600000
<b>Matricule 61168</b>	1000	600000
<b>Matricule 61170</b>	1000	600000
<b>Matricule 61194</b>	1500	600000
<b>Matricule 61230</b>	1000	600000
<b>Matricule 61310</b>	1000	600000
<b>Matricule 61326</b>	1000	600000
<b>Matricule 61362</b>	1500	600000
<b>Matricule 61564</b>	1500	600000
<b>Matricule 61652</b>	1000	600000
<b>Matricule 61674</b>	1000	600000
<b>Matricule 61702</b>	1000	600000
<b>Matricule 61790</b>	1000	600000
<b>Matricule 61822</b>	1000	600000
<b>Matricule 61867</b>	1500	600000
<b>Matricule 62048</b>	1000	600000
<b>Matricule 62076</b>	1000	600000
<b>Matricule 62110</b>	1000	600000
<b>Matricule 62126</b>	1000	600000
<b>Matricule 62148</b>	1000	600000
<b>Matricule 62162</b>	1000	600000
<b>Matricule 62166</b>	1000	600000
<b>Matricule 62232</b>	1000	600000

<b>Matricule 62358</b>	1000	600000
<b>Matricule 62394</b>	1000	600000
<b>Matricule 62400</b>	1000	600000
<b>Matricule 62608</b>	1000	600000
<b>Matricule 62664</b>	1000	600000
<b>Matricule 62722</b>	1000	600000
<b>Matricule 62842</b>	1000	600000
<b>Matricule 62924</b>	1500	600000
<b>Matricule 62968</b>	1500	600000
<b>Matricule 62974</b>	1500	600000
<b>Matricule 63160</b>	1500	600000
<b>Matricule 63174</b>	1500	600000
<b>Matricule 63299</b>	1000	600000
<b>Matricule 63368</b>	1000	600000
<b>Matricule 63378</b>	1000	600000
<b>Matricule 63392</b>	1000	600000
<b>Matricule 63436</b>	1000	600000
<b>Matricule 63663</b>	1000	600000
<b>Matricule 63772</b>	1000	600000
<b>Matricule 63928</b>	1000	600000
<b>Matricule 63956</b>	1000	600000
<b>Matricule 64096</b>	1000	600000
<b>Matricule 64104</b>	1000	600000
<b>Matricule 64138</b>	1000	600000
<b>Matricule 64256</b>	1000	600000
<b>Matricule 64272</b>	1000	600000
<b>Matricule 64372</b>	1500	600000
<b>Matricule 64430</b>	1500	600000
<b>Matricule 64624</b>	1500	600000
<b>Matricule 64666</b>	1000	600000
<b>Matricule 64864</b>	1000	600000
<b>Matricule 64956</b>	1000	600000
<b>Matricule 65002</b>	1000	600000
<b>Matricule 65026</b>	1000	600000
<b>Matricule 65039</b>	1500	600000
<b>Matricule 65050</b>	1000	600000
<b>Matricule 65298</b>	1500	600000
<b>Matricule 65304</b>	1500	600000
<b>Matricule 65568</b>	1000	600000
<b>Matricule 65638</b>	1000	600000
<b>Matricule 65964</b>	1000	600000
<b>Matricule 66006</b>	1000	600000
<b>Matricule 66214</b>	1000	600000

**Matricule 66540**

1000

600000

Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional  
**TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>Matricule 38982</b>	100000	600000
<b>Matricule 41075</b>	50000	600000
<b>Matricule 42991</b>	50000	600000
<b>Matricule 51732</b>	50000	600000

**Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional  
TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>Matricule 38982</b>	100000	300000
<b>Matricule 41075</b>	50000	300000
<b>Matricule 42991</b>	50000	300000
<b>Matricule 43034</b>	10000	300000
<b>Matricule 51732</b>	50000	300000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2024/2 du 15 mars 2024 du directeur régional  
TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

**ATTENTION :** toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>Matricule 38982</b>	100000	300000
<b>Matricule 41075</b>	50000	300000
<b>Matricule 42991</b>	50000	300000
<b>Matricule 43034</b>	10000	300000
<b>Matricule 51732</b>	50000	300000

Sous-Préfecture de Bayonne

64-2024-03-13-00004

Habilitation Hitzak Harrian - Aroue Ithorots -  
Olhaiby

# Sous-préfecture de Bayonne

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant habilitation dans le domaine funéraire

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret du 5 octobre 2022 portant nomination de M. Julien CHARLES, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

**Vu** le décret du 26 janvier 2023 portant nomination de M. Fabrice ROSAY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de Bayonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 64-2024-01-19-00003 du 19 janvier 2024 donnant délégation de signature à M. Fabrice ROSAY, sous-préfet de Bayonne ;

**Vu** la demande de renouvellement d'habilitation en date du 26 février 2024 présentée par Monsieur Dominique SICRE, gérant de l'entreprise Hitzak Harrian, sise 35 chemin Arguissain – Maison Lan-Arteak – Quartier Carriquiry à Aroue-Ithorots-Olhaiby (64120) ;

**Sur** proposition de Madame la secrétaire générale ;

## **ARRÊTE**

**Article 1.—** L'entreprise individuelle Hitzak Harrian, sise 35 chemin Arguissain – Maison Lan-Arteak – Quartier Carriquiry à Aroue-Ithorots-Olhaiby (64120), dirigée par Monsieur Dominique SICRE, est habilitée pour exercer, sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

- fourniture des personnels et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations

**Article 2.—** Le numéro de l'habilitation est : 23-64-0069

**Article 3.—** La durée de la présente habilitation est fixée à CINQ ANS.

**Article 4.—** Tout changement susceptible de modifier la présente habilitation doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet du département concerné.

**Article 5.—** La présente habilitation peut être suspendue ou retirée en cas de non-respect du règlement national des pompes funèbres et de l'ensemble des dispositions relatives aux opérations funéraires fixées par le code général des collectivités territoriales.

**Article 6.—** Monsieur le sous-préfet de Bayonne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques et dont une copie sera adressée à Monsieur Dominique SICRE.

**Article 7.—** La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministère de l'intérieur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, pour conserver la possibilité de saisir le tribunal administratif,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de la date de rejet du recours administratif.

Bayonne, le 13 mars 2024

Pour le préfet, le sous-préfet de Bayonne,

Fabrice ROSAY